



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

COTE D'IVOIRE 2012



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale pour la Côte d'Ivoire / Secrétariat du Comité

**BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE
GLOBALE DE LA COTE D'IVOIRE AU TITRE DE L'ANNEE 2012**

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS.....	3
RESUME.....	7
INTRODUCTION.....	9
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	13
I.1- Balance commerciale de biens.....	13
I.1.1- Exportations de biens.....	14
I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens.....	14
I.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	14
I.1.1.3- Orientation géographique des exportations de biens.....	16
I.1.2- Importations de biens.....	18
I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens.....	18
I.1.2.2- Composition des importations de biens.....	18
I.1.2.3- Orientation géographique des importations de biens.....	20
I.2- Balance des services.....	21
I.2.1- Exportations de services.....	22
I.2.2- Importations de services.....	22
I.3- Compte de revenu primaire	23
I.4- Compte de revenu secondaire.....	23
II- COMPTE DE CAPITAL.....	25
II.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.....	25
II.2- Transferts de capital.....	25
III- COMPTE FINANCIER.....	26
III.1- Investissements directs étrangers.....	26
III.2- Investissements de portefeuille.....	28
III.3- Dérivés financiers.....	28
III.4- Autres investissements.....	29
IV- CAPITAUX MONETAIRES.....	30
IV.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	30
IV.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	30
IV.3- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts...31	
V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	31
CONCLUSION.....	32
ANNEXES.....	34

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un document statistique qui rassemble et ordonne l'ensemble des transactions économiques et financières d'une économie – un pays ou une zone monétaire – avec le reste du monde au cours d'une période donnée. Elle est présentée suivant les règles de la comptabilité en partie double. Chaque transaction, financière ou non financière, avec un non-résident a une contrepartie, une variation d'avoirs ou d'engagements vis-à-vis des non-résidents.

La balance des paiements nationale permet d'évaluer l'insertion de l'économie dans son environnement extérieur, d'identifier l'apparition de déséquilibres et de comprendre comment ces déséquilibres sont financés par le reste du monde. Elle constitue en outre un élément essentiel de la statistique nationale. Plusieurs éléments qui en sont tirés contribuent à l'élaboration des agrégats nationaux (exportations et importations dans le produit intérieur brut, par exemple).

En général, les comptes de la balance des paiements sont établis en monnaie locale et conformément aux recommandations fournies dans le Manuel de la Balance des Paiements du Fonds Monétaire International (FMI).

Ce manuel dont la première édition a été publiée en 1948, a été amélioré successivement en 1950, en 1961, en 1977, en 1993 et récemment en 2008. Chaque nouvelle édition répond à l'évolution économique et financière, aux changements dans les intérêts des analystes et à l'accumulation d'expérience de la part des statisticiens.

Ainsi, les comptes présentés ci-, après ont été établis selon les principes de la nouvelle édition, la 6^{ème} (MBP6), en liaison avec son entrée en vigueur dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) au cours de l'année 2012.

Ce nouveau manuel qui apporte davantage de clarifications à certains concepts, procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations. Il met aussi davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la Position Extérieure Globale (PEG) en raison du rôle prépondérant de l'analyse bilancielle dans l'appréciation de la vulnérabilité économique des États.

La prise en compte, par la BCEAO, de ces changements a engendré une révision globale de son dispositif d'élaboration des comptes extérieurs depuis l'année 2012 afin, d'une part, de maintenir leur conformité aux normes internationales et, d'autre part, de corriger les insuffisances du dispositif précédent qui a été utilisé sur la période 1996-2011.

Ainsi, les supports de collecte des données ont été entièrement révisés, de même que les applications informatiques dédiées au traitement des informations. En outre, les données des années antérieures ont été rétopolées dans le but d'assurer la cohérence des séries.

Outre les changements introduits par le MBP6, la refonte du dispositif a consisté également en la prise en compte des données de certaines institutions sous-régionales qui étaient ignorées auparavant, en la répartition des données par branche d'activité et en la modification de la structure géographique des transactions. Cette dernière porte sur le remplacement de la France par la Zone Euro, pour tenir compte du changement de la Zone d'ancrage du FCFA depuis la création de l'euro en 1999.

En tenant compte de toutes les modifications qui ont été introduites par le MBP6, dans le but de rapprocher les comptes extérieurs du compte "reste du monde" du Système de

Comptabilité Nationale 2008 (SCN 2008), les composantes types de la balance des paiements sont réparties en trois grandes catégories, comme indiqué ci-, après.

I- Composantes de la balance des paiements

I.1- Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre les entités résidentes d'une économie et celles qui sont non-résidentes. Le revenu primaire représente le revenu qui revient aux unités institutionnelles résidentes en contrepartie de leur contribution à la production ou de la fourniture d'actifs financiers et de la location de ressources naturelles à d'autres unités institutionnelles non-résidentes. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants entre résidents et non-résidents.

I.2 Le compte de capital

Il regroupe les transferts de capital qui comprennent les remises de dettes, les dons en biens d'équipement ou destinés à en acquérir, ainsi que les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (achats de brevets, licences, achats d'immeubles par les ambassades).

La somme des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Cette somme est théoriquement égale au compte financier.

I.3 Le compte financier

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-, après :

- **les investissements directs** qui sont effectués par une entité appelée investisseur direct, lequel vise un intérêt durable, notamment la rentabilité ou le développement futur de l'entreprise qui reçoit l'investissement et détient dans cette optique au moins 10,0% des actions ou des droits de vote ;
- **les investissements de portefeuille** qui regroupent tous les investissements internationaux réalisés sous forme d'acquisition de titres de participation ou de titres de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserves ;
- **les dérivés financiers** qui sont des instruments financiers dont la valeur change en fonction de l'évolution du prix d'un autre actif appelé "support" ou "primitif" ou "sous-jacent" ;
- **les autres investissements**, qui sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves. Les principaux éléments inclus dans les autres investissements sont notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, l'utilisation des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- **les avoirs de réserves** qui sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils permettent de financer directement les déséquilibres des paiements, de réguler indirectement l'ampleur de ces déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influencer sur

le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

Les comptes de la balance des paiements sont complétés par la position extérieure globale.

II– La position extérieure globale

La Position Extérieure Globale (PEG) est un état statistique qui retrace, à un moment donné, la valeur et la composition des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. La position extérieure fournit ainsi des indications sur le montant et la structure du patrimoine financier des résidents en actifs étrangers et des non-résidents en actifs locaux. Les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. Le MBP6 distingue dans la PEG un compte des autres changements des actifs et passifs financiers ou « Autres flux ». Ce compte retrace les changements de volume liés à des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment des changements de volume des avoirs, des changements de volume des engagements, des réévaluations (gains et pertes de détention) ou des reclassifications.

Les principales étapes d'élaboration de ces deux états sont les suivantes.

III – Principales étapes d'élaboration de la balance des paiements

Les comptes extérieurs s'élaborent en suivant quatre principales étapes.

Etape 1 : la collecte des données

Pour l'élaboration des comptes extérieurs, les informations sont collectées auprès des différents agents économiques à travers un formulaire administré par voie postale. Pour ce faire, il a été établi une typologie de l'activité des différents agents économiques afin de concevoir des questionnaires adaptés aux uns et aux autres et de pouvoir ainsi couvrir l'ensemble des transactions internationales des différents agents économiques. Cette collecte d'informations auprès des entreprises est complétée par des statistiques obtenues d'autres sources, notamment les données du commerce extérieur, communiquées par la Direction Générale des Douanes, et les tableaux de dépouillement fournis par certains organismes et départements ministériels.

Etape 2 : le traitement des données

Les informations reçues des déclarants sont contrôlées (pour vérifier la vraisemblance et la cohérence d'ensemble) et saisies dans une application qui en assure le traitement. Des rapprochements sont ensuite effectués avec d'autres sources. En particulier, les statistiques du commerce extérieur sont confrontées à celles sur les grands produits détenues par les organismes qui les commercialisent.

Etape 3 : l'enregistrement des données

A l'issue de ces traitements, les informations sont enregistrées de façon automatique par l'application informatique. En principe, du fait de l'équilibre comptable de la balance des paiements, le solde global des comptes devrait être nul. Dans les faits, il est constaté une différence, qui fait l'objet d'un poste « Erreurs et Omissions ». C'est un poste d'ajustement dont l'existence tient au fait que, contrairement à l'exigence d'un véritable système de comptabilisation en partie double, les enregistrements dans la balance des paiements ne sont pas inscrits simultanément à l'occasion de chaque transaction, mais résultent de déclarations ou d'enquêtes provenant de sources différentes. Ces « Erreurs et Omissions » traduisent donc des décalages statistiques issus d'incertitudes dans le taux de couverture de certaines collectes, de décalages de période, de différences de méthode.

Etape 4 : Analyse de la balance des paiements

La balance des paiements étant un outil d'aide à la décision, il convient, après son élaboration, d'en expliquer les principaux soldes à partir des transactions ou catégories de transactions effectuées avec l'étranger. Les faits économiques et politiques intervenus au cours de la période sous revue et qui ont pu influencer directement ou indirectement ces soldes, doivent également être mis en lumière. Par ailleurs, un rapprochement avec les soldes obtenus les années précédentes est effectué afin d'examiner la dynamique de la situation économique du pays, ainsi que l'efficacité des politiques adoptées.

RESUME

L'environnement international a été caractérisé, en 2012, par des incertitudes suscitées par la persistance de la crise des dettes souveraines en Zone euro. La conjonction de cette crise avec d'autres facteurs structurels s'est traduite par un ralentissement de l'activité économique, aussi bien dans les pays avancés que dans les économies émergentes et en développement.

Selon le FMI, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,1%, après 3,9% en 2011.

Malgré cette conjoncture internationale peu favorable et des chocs internes, les Etats membres de l'UEMOA ont renoué avec une nouvelle dynamique de croissance forte, tirée par l'exécution de grands projets de développement et l'investissement privé. Le Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Union a enregistré une progression de 6,4% en 2012, après 0,7% un an plus tôt. Ce rebond est lié à la forte reprise de l'activité économique en Côte d'Ivoire, l'essor de la production minière consécutif à la mise en valeur, ces dernières années, de plusieurs projets dans les domaines aurifère et pétrolier ainsi que le redressement de la production agricole et le raffermissement de la production industrielle, dans un contexte d'amélioration de la disponibilité de l'offre d'énergie électrique.

Au plan national, en 2012, l'économie ivoirienne a renoué avec la croissance, après une année 2011 particulièrement difficile du fait de la crise post-électorale. Le PIB a enregistré, en termes nominaux, une hausse de 11,0% pour s'établir à 13.695,0 milliards, après 12.332,7 milliards en 2011. En termes réels, il a enregistré un rebond de 9,8% contre un repli de 4,7% en 2011. Ce rebond est à mettre en relation avec l'amélioration de la situation sécuritaire, la relance de l'activité économique et la promotion des investissements à travers notamment la mise en œuvre des actions contenues dans le Programme de Travail Gouvernemental (PTG), déclinaison annuelle du Plan National de Développement (PND) 2012-2015.

Dans ce contexte, après un solde global positif de 428,7 milliards un an plus tôt, les paiements extérieurs se sont soldés en 2012 par un déficit de 263,5 milliards de FCFA induit par une dégradation du solde courant.

En particulier, le solde des biens s'est détérioré de 1.250,7 milliards, sous l'effet de la forte augmentation des importations de marchandises générales.

Le déficit des services s'est creusé de 151,6 milliards sous l'effet des dépenses au titre du fret.

Quant aux revenus primaires et secondaires, leurs déficits se sont dégradés respectivement de 3,6 milliards et de 14,3 milliards, en raison des revenus d'investissements dus aux non-résidents, de la hausse des prélèvements communautaires et des sorties nettes de ressources liées aux envois de fonds des travailleurs.

S'agissant du compte de capital, son solde positif s'est amélioré sous l'effet de la forte augmentation des remises de dettes reçues et des dons projets.

S'agissant de la Position Extérieure Globale (PEG) nette, elle s'est améliorée de 4.111,2 milliards en liaison avec l'allègement de la dette de l'Etat dans le cadre de l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE).

Tableau 1 : Balance des paiements de la Côte d'Ivoire en termes de transactions (optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Compte des transactions courantes	201 910	763 803	230 156	1 256 449	-163 651
Biens et services	754 733	1 252 922	900 426	1 974 373	572 101
Biens	1 508 741	2 009 980	1 793 690	2 816 344	1 565 638
Marchandises générales	1 483 395	1 910 678	1 702 952	2 548 306	1 234 740
Dont : Réexportations	0	0	0	647	217
Exportations nettes dans le cadre du négoce	-103	-22	481	-3 432	4 003
Or non monétaire	25 449	99 323	90 257	271 470	326 895
Services	-754 008	-757 058	-893 264	-841 970	-993 537
Transport	-571 997	-575 083	-683 230	-614 560	-807 490
Dont : Fret	-511 852	-513 871	-631 071	-560 627	-709 572
Voyage	-107 833	-90 446	-74 855	-94 054	-97 974
Autres services	-74 177	-91 528	-135 180	-133 355	-88 074
Revenus primaires	-403 945	-442 499	-452 685	-466 348	-469 922
Revenus des salariés	78 522	78 944	80 393	80 747	81 651
Revenus des investissements	-482 467	-521 443	-533 078	-546 820	-553 929
Autres revenus primaires	0	0	0	-275	2 355
Revenus secondaires	-148 878	-46 620	-217 586	-251 577	-265 830
Administrations publiques	112 781	234 153	35 389	-13 862	-22 133
Dont Aides budgétaires	144 753	261 753	65 546	-13 837	-22 122
Autres secteurs	-261 659	-280 773	-252 975	-237 715	-243 696
Dont : Envois de fonds des travailleurs	-327 821	-281 195	-254 784	-236 939	-248 786
Compte de capital	39 996	106 206	583 585	72 973	4 313 918
Acquisitions/cessions d'actifs non fin. Non prod.	1 057	-501	-316	-87	-453
Transfert en capital	38 939	106 707	583 901	73 060	4 314 371
Administrations publiques	38 800	105 600	583 901	72 861	4 314 362
Remises de dettes	0	56 100	542 907	51 000	4 262 832
Autres secteurs	139	1 107	0	199	10
Compte financier	235 720	724 261	566 700	879 731	4 374 934
Investissements directs	-199 787	-182 543	-155 551	-135 098	-161 313
Investissements de portefeuille	-21 485	14 356	-230 003	-49 582	-72 649
Dérivés financiers	2 779	3 557	3 632	0	0
Autres investissements	454 214	888 890	948 622	1 064 411	4 608 896
Administration publique	173 600	155 200	446 077	-413 732	4 146 088
Autres secteurs	280 614	733 690	502 544	1 478 143	462 808
Erreurs et omissions nettes	-19 647	-17 457	-12 334	-21 034	-39 063
Solde global	-13 462	128 291	234 706	428 657	-263 500
Avoirs et engagements extérieurs	13 462	-128 291	-234 706	-428 657	263 500
Banque centrale	39 925	-145 715	-282 447	-299 438	354 983
Autres institutions de dépôts	-26 463	17 424	47 741	-129 219	-91 483

Source : DGD/DCPE/BCEAO

INTRODUCTION

Conjoncture économique et financière internationale

Au cours de l'année 2012, l'environnement économique et financier mondial est resté fragile en raison des incertitudes suscitées par la persistance de la crise des dettes souveraines en zone euro et certains facteurs structurels endogènes.

Selon le Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,1% en 2012, après 3,9% l'année précédente, en liaison avec un ralentissement de l'activité économique aussi bien dans les pays avancés que dans les économies émergentes et en développement.

Dans les pays avancés, malgré le regain noté aux Etats-Unis (+2,2% , après +1,8% en 2011) et au Japon (+1,9% contre -0,6% en 2011), la croissance économique a été globalement moins soutenue en 2012, enregistrant une progression de 1,2%, après 1,7% en 2011. Cette situation est imputable à la récession en zone euro où le PIB s'est contracté de 0,6% contre une hausse de 1,5% en 2011.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance s'est établie à 4,9%, après 6,2% en 2011, soit une perte de 1,3 point. De façon spécifique, l'activité économique a progressé de 7,8% en Chine en 2012, après 9,3% en 2011. Elle a augmenté de 4,0% en Inde, après 7,7% en 2011. Au Brésil, l'accroissement du PIB est estimé à 0,9%, après 2,7% un an plus tôt. En Afrique subsaharienne, la croissance du PIB a également été moins forte. Elle est estimée à 4,9% en 2012, après 5,4% en 2011. Cette réalisation est, comme l'année antérieure, principalement liée au dynamisme des exportations de matières premières. Elle bénéficie également de l'augmentation notable des dépenses dans les infrastructures, notamment dans les pays de la zone franc.

Concernant l'emploi, la situation des pays avancés est contrastée. Ainsi, le taux de chômage a baissé aux Etats-Unis, passant de 9,0% en 2011 à 7,8% en 2012. Au Japon, il est ressorti à 4,2%, après 4,6% en 2011. La régression du chômage observée dans ces deux pays résulte d'une plus grande vitalité économique. En revanche, en Europe, la situation sur le marché de l'emploi est restée préoccupante. Au Royaume-Uni, le taux de chômage s'est maintenu à 7,8% en 2012 tandis qu'en zone euro il est ressorti à 11,7%, en hausse d'un point de pourcentage sur un an.

Dans un contexte de ralentissement de l'activité économique et de sous-utilisation des capacités de production, l'inflation a continué de décélérer. Ainsi, dans les pays avancés, le taux d'inflation s'est établi à 2,0%, après un niveau de 2,7% en 2011. Dans les pays émergents et en développement, il a diminué, passant de 7,2% en 2011 à 5,9% en 2012.

Au plan de la politique monétaire, les banques centrales ont continué de soutenir la croissance économique. Ainsi, la Réserve Fédérale Américaine, la Banque du Japon, la Banque Centrale Européenne (BCE) et la Banque d'Angleterre ont maintenu leurs principaux taux directeurs à des niveaux proches de zéro. Au sein des pays émergents, des politiques monétaires plus souples ont été adoptées, en réponse au ralentissement de la croissance économique et aux incertitudes pesant sur le financement des économies.

Sur les marchés des changes, l'euro a pâti en 2012 des difficultés de sa zone à juguler la crise des dettes souveraines, des inquiétudes sur sa viabilité et des tensions socio-politiques liées à la mise en œuvre des politiques d'austérité budgétaire dans certains pays membres. Le cours de l'euro s'est déprécié, en moyenne, de 7,7% vis-à-vis du dollar des Etats-Unis, de 7,6% et 6,6% par rapport respectivement au yen et à la livre sterling. Le franc CFA, du fait de son

ancrage nominal à l'euro, a connu, par rapport aux principales monnaies des pays industrialisés, une évolution similaire.

Sur les marchés financiers mondiaux, les principaux indices boursiers se sont progressivement redressés, sous l'effet du retour de la confiance des investisseurs dans les politiques macroéconomiques mises en œuvre dans la zone euro. L'indice EuroStoxx 50 a ainsi enregistré une hausse de 13,4%. Au Royaume-Uni, l'indice Footsie 100 a connu une croissance de 5,8%. De même, les indices Dow Jones et Nasdaq ont progressé respectivement de 7,3% et 15,9% aux Etats-Unis. Au Japon, l'indice Nikkei 225 a enregistré une hausse de 22,9%.

Au niveau régional, l'UEMOA a renoué avec une dynamique de croissance forte. Le produit intérieur brut de l'Union a progressé de 6,4% en 2012, après 0,7% un an plus tôt. Ce rebond repose sur plusieurs facteurs, en l'occurrence la forte reprise de l'activité économique en Côte d'Ivoire, l'essor de la production minière consécutif à la mise en valeur, ces dernières années, de plusieurs projets, le redressement de la production agricole, le raffermissement de la production industrielle et l'amélioration de la disponibilité de l'offre d'énergie électrique.

Concernant les prix à la consommation, l'inflation a été moins forte dans l'Union. Elle est estimée à +2,4% en 2012, après +3,9% en 2011. Ce recul est induit par la dissipation de l'impact de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire qui avait entraîné une flambée des prix dans ce pays en 2011. Il est également lié à la baisse des prix des produits pétroliers au Niger à la faveur du démarrage de la production domestique de pétrole et de gaz. La décélération de l'inflation est aussi liée à l'incidence des mesures prises par certains pays pour augmenter la production vivrière de contre-saison et limiter la hausse des prix des céréales.

Pour ce qui est de la politique monétaire dans l'Union, l'action de la Banque Centrale (BCEAO) au cours de l'année 2012 s'est appuyée principalement sur l'utilisation des instruments indirects de régulation de la liquidité. Ainsi, la BCEAO a baissé ses taux d'intérêt directeurs de 25 points de base afin de soutenir l'activité économique. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal ont ainsi été fixés respectivement à 3,00% et à 4,00% avec date d'effet le 16 juin 2012. En outre, l'encours cumulé des avances sur les guichets d'appels d'offres s'est établi à 956,9 milliards FCFA à fin décembre 2012 contre 661,8 milliards FCFA à fin décembre 2011, soit une hausse de 295,1 milliards FCFA (+44,6%). Sur le guichet de prêt marginal, l'encours des concours de la BCEAO est passé de 61,6 milliards en décembre 2011 à 92,8 milliards en décembre 2012, soit une augmentation de 31,3 milliards (+50,6%). Par ailleurs, le coefficient des réserves obligatoires applicables aux banques a été fixé à 5,0% le 16 mars 2012 pour l'ensemble des banques de l'UEMOA. Il était de 7,0% depuis le 16 décembre 2010.

Concernant les matières premières, les prix de la plupart des spéculations exportées par les pays de l'UEMOA ont enregistré, en 2012, des baisses sensibles par rapport aux niveaux atteints en 2011. En moyenne sur l'année 2012, les cours mondiaux de ces produits ont reculé de 39,0% pour le coton, 32,9% pour l'huile de palmiste, 24,1% pour le caoutchouc, 21,8% pour la noix de cajou, 19,7% pour le cacao, 11,4% pour l'huile de palme et 6,0% pour le café. En revanche, l'or qui a continué de jouer un rôle de valeur refuge, dans un contexte de fortes incertitudes, a vu son cours se renforcer de 6,4% d'une année à l'autre.

Conjoncture économique et financière nationale

En 2012, l'économie ivoirienne a renoué avec la croissance. Son PIB réel a progressé de 9,8%, après une contraction de 4,7% en 2011.

Le secteur primaire a enregistré une croissance de 2,0% en 2012, soit une progression moins soutenue que celle de 2011 (+6,8%). Cette performance moindre est attribuable en partie aux baisses des productions de cacao (-3,9%), en relation avec le vieillissement des vergers, et de sucre (-4,3%), du fait de la forte concurrence que subit la filière.

Contrairement au cacao et au sucre, il a été noté une hausse de production au niveau des autres cultures d'exportation. Ainsi, celle du coton graine s'est affichée à +45,5%, après +11,3% en 2011, tirée essentiellement par l'amélioration de la qualité des semences en rapport avec la mise en œuvre du projet « Nouvelles semences » et les subventions de l'Etat pour l'achat d'intrants (pesticides, engrais). Concernant le café, la production a plus que triplé, passant de 32.291 tonnes à 121.425,6 tonnes en 2012, en raison de l'amélioration de la situation sécuritaire dans les zones de production et de la bonne tenue du prix moyen aux producteurs. Relativement à l'anacarde, la progression s'est affichée à +7,8%, en liaison avec l'embellie des cours et l'augmentation des surfaces en production. Quant à l'huile de palme, sa production s'est accrue de 6,9% par rapport à celle de l'année antérieure grâce à la hausse des rendements des plantations industrielles et villageoises, en rapport notamment avec l'abattement des droits de douanes sur les intrants.

Le secteur secondaire a, quant à lui, affiché un taux de croissance de 11,7%, après sa régression de 4,3% en 2011. Ce redressement est induit par l'ensemble des branches, excepté l'extraction minière.

Ainsi, après une contraction de 11,6% en 2011, les BTP se sont consolidés de 44,3% en 2012, tirés par les divers travaux de construction d'ouvrages et de réhabilitation, notamment la construction des Ponts Henri Konan BEDIE et de Jacqueline, la réhabilitation des universités publiques, la poursuite des travaux de l'autoroute du nord et le bitumage de nouvelles routes.

S'agissant de l'industrie agroalimentaire (+20,4%), sa vitalité est imputable à la progression des composantes « Conserves et préparations alimentaires », « Boissons et glaces alimentaires » et « Corps gras alimentaires ».

En ce qui concerne les produits pétroliers, leur production s'est accrue de 54,3% par rapport à 2011, sous l'effet de la hausse de la demande intérieure et des ventes extérieures.

Quant aux « Autres industries », elles ont enregistré un léger raffermissement (+3,4%) sous l'influence des composantes « Textile et Chaussure », « Chimie », « Matériaux de construction » et « Auto mécanique ».

En revanche, l'extraction minière a reculé de 4,5% du fait de la baisse de la production de pétrole brut (-13,1%) et de la régression de l'extraction d'or. Le repli de l'extraction de pétrole brut résulte de la déplétion naturelle des puits, du report des investissements prévus sur certains champs (CI 11, CI 40) et de la fermeture temporaire du champ CI 26 en novembre pour des travaux de maintenance. Concernant l'extraction d'or, sa baisse (-1,6%) est liée aux fréquentes coupures d'électricité au niveau de la mine de Tongon, sa principale zone d'exploitation. Par contre, la production de gaz naturel s'est accrue de +9,1% par rapport à celle enregistrée en 2011, grâce à l'amélioration de la capacité de production du principal champ gazier, le CI 27.

Les tendances favorables observées au niveau du secteur secondaire ont bénéficié au secteur tertiaire qui s'est redressé de 14,0% entre 2011 et 2012. Plusieurs autres facteurs ont également concouru à ce dynamisme, notamment l'exécution d'importantes commandes pour la poursuite du rééquipement des services de l'administration publique, la nette amélioration

du climat des affaires et la confiance retrouvée en la destination « Côte d'Ivoire », illustrée par le retour de plusieurs compagnies aériennes.

Au plan de la demande, la consommation finale a augmenté de 9,6% en 2012, après une baisse de 5,0% en 2011. Elle a bénéficié entre autres de la hausse des revenus agricoles et industriels, des créations nettes d'emplois et de l'amélioration de la situation socio-politique. De même, les investissements se sont inscrits en hausse de 84,4%, soutenus par les chantiers de l'Etat, le renouvellement, par le secteur privé, des outils de production détruits lors de la crise post-électorale et l'implantation de nouvelles usines à la faveur de la relance économique.

Relativement à l'évolution des prix à la consommation, il a été observé une détente par rapport à l'année 2011. L'inflation s'est établie à 1,3%, après 4,9% en 2011, en liaison avec, d'une part, les baisses des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » et, d'autre part, la diminution des coûts de la « santé » et de la « Communication ».

Au titre des finances publiques, la situation en 2012 est marquée par un déficit budgétaire¹ de 432,5 milliards, soit -3,2% du PIB, malgré la bonne tenue des recettes intérieures. Ce déficit est moins prononcé que celui de l'année 2011 qui était estimé à 486,1 milliards.

Les recettes et dons ont évolué de 1.725,9 à 2.621,5 milliards à fin décembre 2012, soit une hausse de 51,9%. Elles se décomposent en recettes fiscales (2.213,0 milliards, soit 84,4% du total), en recettes non fiscales (327,3 milliards, soit 12,5% du total) et en dons (81,2 milliards, soit 3,1% du total).

Les dépenses totales et prêts-nets, quant à elles, ont augmenté de 2.212,0 à 3.054,0 milliards, soit une majoration de 38,1% induite par le relèvement des dépenses de personnel (+214,9 milliards), des prestations sociales (+47,5 milliards), des subventions et autres transferts (+95,3 milliards), des dépenses de fonctionnement (+159,1 milliards), des dépenses sociales ciblées (+16,2 milliards) et des dépenses d'investissement (+315,5 milliards).

Concernant les agrégats monétaires, les avoirs extérieurs nets sont ressortis à 1.556,9 milliards à fin décembre 2012 après 1.812,9 milliards à fin décembre 2011, soit une réduction de 256,0 milliards. Quant au crédit intérieur, il s'est inscrit en hausse de 513,0 milliards. Il est, en effet, passé de 2.927,5 milliards à fin décembre 2011 à 3.440,5 milliards à fin décembre 2012. Cette consolidation est imputable aussi bien à l'endettement bancaire net de l'Etat (+258,2 milliards) qu'aux crédits à l'économie (+255,0 milliards). Il en a résulté un accroissement de la masse monétaire de 206,3 milliards.

¹ Déficit budgétaire base ordonnancement

I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Les transactions courantes ont enregistré un déficit de 163,7 milliards en 2012, soit -1,2% du PIB, contre un excédent de 1.256,5 milliards (10,2% du PIB) en 2011, en liaison essentiellement avec la dégradation des échanges de biens de 1.250,7 milliards et l'accentuation du déficit des services de 151,6 milliards.

Tableau 2 : Evolution de la balance courante

(En millions de FCFA)

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Biens et services	754 733	1 252 922	900 426	1 974 373	572 101
Biens	1 508 741	2 009 980	1 793 690	2 816 344	1 565 638
Services	-754 008	-757 058	-893 264	-841 970	-993 537
Revenus primaires	-403 945	-442 499	-452 685	-466 348	-469 922
Revenus secondaires	-148 878	-46 620	-217 586	-251 577	-265 830
Solde du compte courant	201 910	763 803	230 156	1 256 449	-163 651
Solde du compte courant (hors dons)	57 157	502 050	164 313	1 245 449	-193 329
PIB Nominal	10 848 040	11 463 500	12 324 723	12 332 734	13 695 000
Solde courant (en pourcentage du PIB)	1,9%	6,7%	1,9%	10,2%	-1,2%

Source : DGD/DCPE/BCEAO

I.1- Balance commerciale de biens

En 2012, la balance des biens¹ est ressortie excédentaire à 1.565,6 milliards, après 2.816,3 milliards en 2011, soit un repli de 44,4% dû au rebond des importations consécutif à la forte progression des achats de biens de consommation, de biens intermédiaires et de biens d'équipements. Ces dernières composantes ont tiré profit de la réalisation de nouveaux investissements et de la reprise des activités industrielles.

Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale

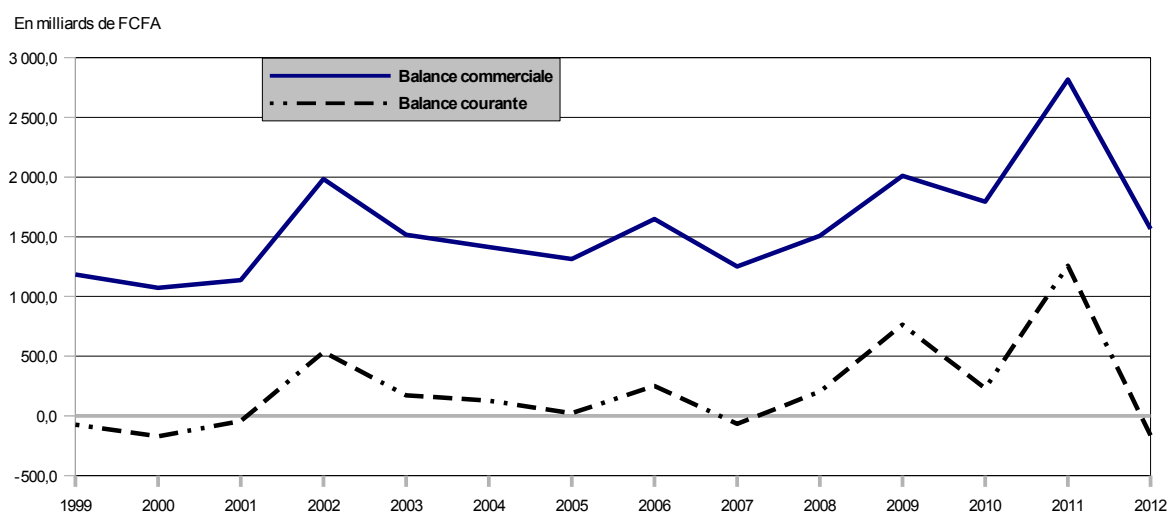
(En millions de FCFA)

Postes	2008	2009	2010	2011	2012
Exportations de biens, base balance des paiements	4 594 215	5 276 975	5 654 889	5 966 115	6 190 161
dont cacao	1 263 234	1 753 640	1 884 267	1 969 364	1 722 146
part	27,5%	33,2%	33,3%	33,0%	27,8%
dont produits pétroliers	1 635 858	1 559 388	1 608 457	1 740 376	2 003 732
part	35,6%	29,6%	28,4%	29,2%	32,4%
Importations de biens, base balance des paiements	3 085 474	3 266 995	3 861 199	3 149 772	4 624 523
dont produits pétroliers	1 365 648	1 006 715	1 384 984	1 274 074	1 962 237
part	44,3%	30,8%	35,9%	40,4%	42,4%
dont riz	209 506	281 481	227 521	268 137	349 274
part	6,8%	8,6%	5,9%	8,5%	7,6%
Balance commerciale de biens	1 508 741	2 009 980	1 793 690	2 816 344	1 565 638
Taux de couverture des importations de biens par les exportations de biens (en pourcentage)	148,9%	161,5%	146,5%	189,4%	133,9%
Taux de couverture des importations de biens et services par les exportations de biens et services (en pourcentage)	117,3%	127,4%	116,9%	144,2%	109,3%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	43,6%	45,4%	47,0%	44,3%	46,8%

Source : DGD, DCPE, BCEAO

¹ Les statistiques douanières font l'objet de quelques corrections. Il s'agit notamment d'ajustements de champ couvert, d'ajustements chronologiques et d'ajustements de valeur. Après ajustement des données du Commerce Général, les coûts de l'assurance et du fret inclus dans les importations CAF sont déduits afin d'obtenir des valeurs FOB. Ces charges d'assurance et de fret sont reversées dans la balance des services. (voir appendice à la fin du document)

Graphique 1 : Evolution des balance commerciale de biens et courante



Source : BCEAO

I.1.1- Exportations de biens

I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

En 2012, les exportations de biens sont ressorties à 6.190,2 milliards, après 5.966,1 milliards un an plus tôt, soit une progression de 224,0 milliards ou +3,8%, sous l'impulsion des marchandises générales (+164,4 milliards ou +2,9%), des exportations nettes de biens dans le cadre du négoce (+4,2 milliards ou +676,2%) et de l'or non monétaire (+55,4 milliards ou +20,4%).

En particulier, les biens cédés aux autres pays de l'UEMOA se sont chiffrés à 779,2¹ milliards en 2012, après 587,0 milliards en 2011, soit une augmentation de 192,2 milliards ou +32,7%.

Ceux vendus aux pays de la zone euro se sont établis à 1.914,4 milliards en 2012, après 1.995,4 milliards l'année d'avant, soit un repli de 4,1%.

I.1.1.2- Composition des exportations de biens

En 2012, les exportations, optique commerce général douanes, sont composées de produits primaires à hauteur de 51,2% et de produits transformés à concurrence de 48,8% contre respectivement 55,5% et 44,5% en 2011.

Les produits primaires sont dominés par ceux issus de l'Agriculture industrielle et d'exportation (67,8% en 2012 contre 71,7% en 2011) et les produits miniers (31,5% en 2012 contre 27,8% en 2011).

Au niveau des produits transformés, les produits manufacturés sont prépondérants (59,9% en 2012 contre 56,9% en 2011). Viennent ensuite ceux issus de la première transformation (33,4% en 2012 contre 36,2% en 2011).

¹ Données corrigées. Ce niveau tient compte des corrections effectuées sur les chiffres des douanes ivoiriennes à partir de la confrontation avec les données fournies par les pays partenaires et des estimations du commerce non contrôlé.

Tableau 4 : Principaux groupes de produits exportés

Types de produits	2008	2009	2010	2011	2012
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits primaires	2 048 639	2 445 418	2 648 165	3 216 068	3 095 713
part dans les exportations douanières	46,5%	48,1%	47,8%	55,5%	51,2%
Agriculture, Élevage, Pêche	20 295	29 607	15 946	16 054	22 989
part dans les exportations douanières	0,5%	0,6%	0,3%	0,3%	0,4%
part dans les produits primaires	1,0%	1,2%	0,6%	0,5%	0,7%
Agriculture Industrielle et d'Exportation	1 304 156	1 768 986	1 995 860	2 306 862	2 098 292
part dans les exportations douanières	29,6%	34,8%	36,0%	39,8%	34,7%
part dans les produits primaires	63,7%	72,3%	75,4%	71,7%	67,8%
Produits miniers	724 189	646 825	636 359	893 153	974 432
part dans les exportations douanières	16,4%	12,7%	11,5%	15,4%	16,1%
part dans les produits primaires	35,3%	26,5%	24,0%	27,8%	31,5%
Produits transformés	2 361 382	2 634 283	2 891 553	2 581 446	2 945 292
part dans les exportations douanières	53,5%	51,9%	52,2%	44,5%	48,8%
Produits de la première transformation	861 622	881 279	997 388	934 408	984 017
part dans les exportations douanières	19,5%	17,3%	18,0%	16,1%	16,3%
part dans les produits transformés	36,5%	33,5%	34,5%	36,2%	33,4%
Conserves et Préparation Alimentaires	167 868	163 444	156 738	179 137	195 587
part dans les exportations douanières	3,8%	3,2%	2,8%	3,1%	3,2%
part dans les produits transformés	7,1%	6,2%	5,4%	6,9%	6,6%
Produits manufacturés	1 331 892	1 589 561	1 737 427	1 467 901	1 765 688
part dans les exportations douanières	30,2%	31,3%	31,4%	25,3%	29,2%
part dans les produits transformés	56,4%	60,3%	60,1%	56,9%	59,9%
Total exportations, optique commerce général douanes	4 410 022	5 079 701	5 539 718	5 797 515	6 041 006

Source : DGD, DCPE, BCEAO

Quatre produits, notamment le cacao, les produits pétroliers, le caoutchouc et l'or non monétaire, constituent les principales ventes extérieures. Ils représentent 72,1% des recettes d'exportations en 2012 contre 75,8% en 2011. Leur évolution est retracée ci-dessous :

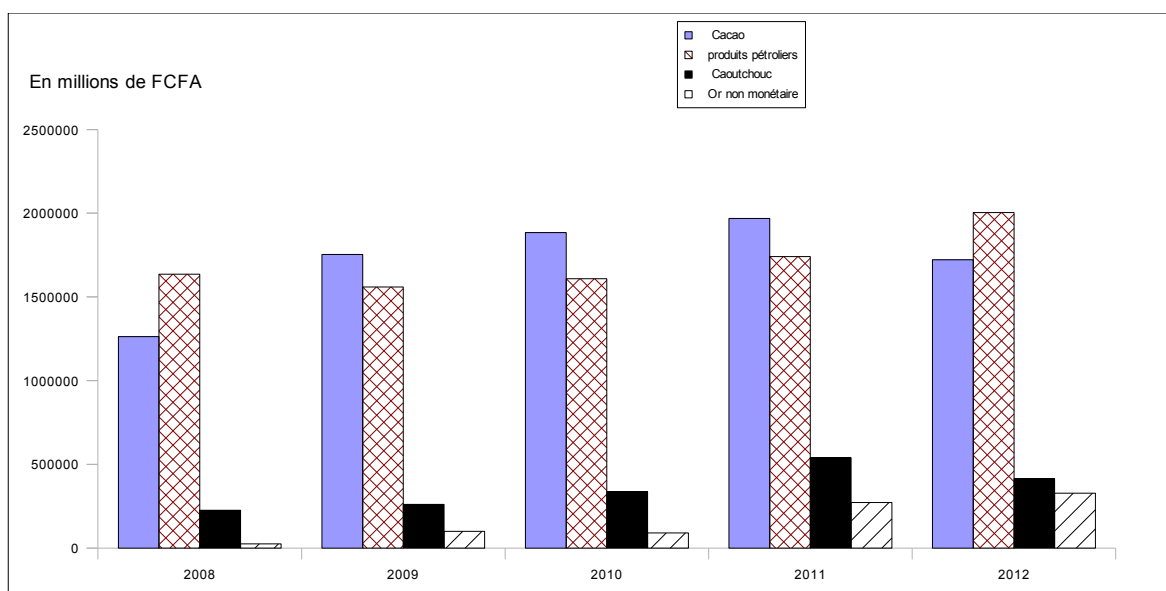
- les recettes *pétrolières* se sont établies à 2.003,7 milliards, après 1.740,4 milliards en 2011, soit un relèvement de 263,4 milliards ou +15,1%, imputable à l'augmentation substantielle de la production de produits pétroliers ;
- les exportations de *cacao (fèves et préparations)* ont connu une baisse de 247,2 milliards (-12,6%). Elles se sont ainsi établies à 1.722,1 milliards, après 1.969,4 milliards en 2011 sous l'effet à la fois de la baisse de la production résultant du vieillissement des vergers et du repli des cours mondiaux (-13,7%) ;
- pour ce qui est du *caoutchouc*, les ventes à l'étranger ont reculé de 126,2 milliards (-23,4%), en relation avec la baisse sensible des cours mondiaux de ce produit (-24,1%) par rapport aux niveaux atteints en 2011 ;
- concernant l'*or non monétaire*, les exportations sont ressorties à 326,9 milliards, après 271,5 milliards en 2011, soit une hausse de 55,4 milliards (+20,4%). Ce produit minier qui a servi de valeur refuge, dans un contexte de fortes incertitudes, a vu son cours se renforcer d'une année à l'autre.

S'agissant des exportations à destination de l'UEMOA, telles que saisies au cordon douanier, leur structure est caractérisée par la prédominance des marchandises suivantes :

- les produits pétroliers (43,3% des ventes en 2012 contre 34,7% en 2011) ;
- l'huile de palme (11,8% des ventes en 2012 contre 13,3% en 2011) ;
- les plastiques (4,8% des ventes en 2012 contre 5,5% en 2011) ;
- les savons (3,9% des ventes en 2012 contre 6,3% en 2011)
- le tabac (3,8% des ventes en 2012 contre 4,6% en 2011).

En 2012, ces produits représentent globalement 67,7% des cessions à destination des autres pays de l'Union contre 64,4% l'année antérieure.

Graphique 2 : Evolution des principaux produits exportés



Source : BCEAO

I.1.1.3- Orientation géographique des exportations de biens

Sur la base des statistiques douanières, les ventes à destination de l'Europe sont ressorties à 2.316,8 milliards, contre 2.308,2 milliards pour l'Afrique, 786,3 milliards pour l'Amérique et 551,5 milliards pour l'Asie en 2012. Et ce, après 2.223,7 milliards pour l'Europe, 2.005,3 milliards pour l'Afrique, 1.031,2 milliards pour l'Amérique et 478,2 milliards pour l'Asie l'année précédente.

Ainsi, l'Europe demeure le principal débouché de la Côte d'Ivoire. Sa part est restée stable à 38,4% en 2012. Viennent ensuite l'Afrique avec une part de 38,2% en 2012, après 34,6% en 2011, l'Amérique dont la part est ressortie à 13,0% en 2012, après 17,8% un an plus tôt, et l'Asie dont la part est ressortie à 9,1% en 2012, après 8,2% en 2011.

En Europe, les principaux clients des opérateurs économiques résidents sont les *Pays-Bas* (8,1% du total des exportations et 21,2% des ventes à la zone en 2012, après respectivement 10,9% et 28,4% en 2011), l'*Allemagne* (6,9% du total des exportations et 18,1% des ventes à la zone en 2012, après respectivement 6,7% et 17,5% en 2011) et la *France* (5,1% du total des exportations et 13,3% des ventes à la zone en 2012, après respectivement 6,2% et 16,1% en 2011).

En Afrique, le *Nigeria* demeure le principal consommateur des produits ivoiriens (10,4% du total des exportations et 27,3% des ventes au continent en 2012, après respectivement 10,9% et 31,6% en 2011).

En Amérique, les exportations sont principalement destinées aux *Etats-Unis* (7,4% du total des exportations et 57,1% des ventes à la zone en 2012, après respectivement 10,8% et 60,5% en 2011) et au *Canada* (3,9% du total des exportations et 29,9% des ventes à la zone en 2012, après respectivement 5,2% et 29,1% en 2011).

En Asie, les principaux acheteurs sont l'*Inde* (3,0% du total des exportations et 33,2% des ventes à la zone en 2012, après respectivement 2,3% et 27,8% en 2011) et la *Chine* (0,9% du total des exportations et 10,1% des ventes à la zone en 2012, après respectivement 0,9% et 11,5% en 2011).

En prenant en compte les ajustements qui ont été opérés sur les statistiques douanières à partir de la confrontation avec les données fournies par les autres pays de l'UEMOA et de l'estimation du commerce non contrôlé, la ventilation géographique des exportations subit une légère modification ; l'Afrique (part de 38,4% en 2012, après 34,7% en 2011) devenant le principal débouché de la Côte d'Ivoire, devant l'Europe (part de 38,2% en 2012, après 38,3% une année auparavant), l'Amérique (part de 13,0% en 2012, après 17,8% un an plus tôt), et l'Asie (part est de 9,1% en 2012, après 8,2% l'année antérieure).

En particulier, concernant les recettes issues des exportations à destination des autres pays de l'UEMOA, leur part dans les recettes totales s'est établie à 12,9% en 2012, après 10,1% en 2011, soit une progression de 2,8 points de pourcentage. Le Burkina-Faso et le Mali demeurent les principaux consommateurs de produits ivoiriens avec respectivement 37,3% et 20,3% des exportations ivoiriennes à destination de l'UEMOA, soit globalement 57,6%, après 54,1% en 2011. Le Sénégal occupe la troisième place avec une part de 14,8%, devant le Bénin (12,4%), le Togo (10,6%), le Niger (4,6%) et la Guinée-Bissau (0,1%).

Tableau 5 : Exportations de la Côte d'Ivoire vers les autres pays de l'UEMOA

(En millions de FCFA)

PAYS PARTENAIRES	2008*		2009*		2010*		2011*		2012*	
	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %
BENIN	59 947	9,7	55 392	9,3	46 981	9,1	66 040	11,2	96 528	12,4
BURKINA	190 969	30,8	214 855	36,2	215 335	41,5	201 847	34,4	290 731	37,3
GUINEE BISSAU	6 412	1,0	3 292	0,6	1 499	0,3	557	0,1	390	0,1
MALI	148 659	24,0	129 597	21,9	122 494	23,6	115 720	19,7	158 102	20,3
NIGER	31 601	5,1	36 046	6,1	29 934	5,8	23 396	4,0	35 864	4,6
SENEGAL	89 364	14,4	75 291	12,7	30 426	5,9	93 825	16,0	115 035	14,8
TOGO	92 940	15,0	78 559	13,2	72 273	13,9	85 656	14,6	82 597	10,6
TOTAL EXPORTATIONS	619 892	100,0	593 031	100,0	518 943	100,0	587 041	100,0	779 247	100,0

Sources : DGD, BCEAO

* Données ajustées sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale

I.1.2- Importations de biens

I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

En s'établissant à 4.624,5 milliards en 2012, après 3.149,8 milliards en 2011, les importations de biens FOB ont enregistré une hausse de 46,8% d'une année à l'autre. Les marchandises générales FOB sont ressorties à 4.623,7 milliards, après 3.145,7 milliards en 2011, soit une hausse de 1.478,0 milliards ou 47,0%. Quant au négoce, il s'est établi à 0,8 milliards, après 4,1 milliards l'année précédente, soit une baisse de 3,3 milliards ou -80,2%.

En valeur CAF, les achats de biens en provenance des pays de la zone euro se sont établis à 1.343,5 milliards, après 970,7 milliards l'année d'avant, soit une progression de 38,4%. Quant aux biens acquis auprès des autres pays de l'UEMOA, ils se sont élevés à 206,4¹ milliards en valeur CAF, après 148,0 milliards en 2011, soit un accroissement de 39,4%.

I.1.2.2- Composition des importations de biens

En 2012, les importations CAF, telles que captées par les douanes ivoiriennes, sont composées de biens intermédiaires à hauteur de 37,6% contre 35,6% en 2011, d'autres biens de consommation à concurrence de 26,6% contre 31,3% un an plus tôt, de produits alimentaires dans une proportion de 18,3% contre 21,8% l'année d'avant, et de biens d'équipement à hauteur de 17,4% contre 11,3% l'année précédente.

Les achats au niveau de toutes les composantes ont augmenté sur la période sous-revue, contrairement à la période précédente où seuls les achats de produits alimentaires avaient crû (+6,1%). Ainsi, en 2012, les importations CAF de biens d'équipement et de biens intermédiaires se sont renforcées respectivement de 135,6% et de 61,9% sous l'impulsion du regain de l'activité économique, de l'implantation de nouvelles usines et du renouvellement, par le secteur privé, de certains outils de production. De même, les acquisitions d'autres biens de consommation et de produits alimentaires ont progressé de 30,0% et de 29,2%.

¹ Données ajustées

Tableau 6 : Principaux types de produits importés

Valeurs en millions de FCFA

Types de produits	Années				
	2008	2009	2010	2011	2012
Produits alimentaires	658 444	731 152	737 424	782 155	1 010 130
part dans les importations	17,3%	20,3%	16,7%	21,8%	18,3%
Poissons	174 793	169 138	169 666	189 951	236 300
part dans les importations	4,6%	4,7%	3,8%	5,3%	4,3%
<i>part dans les produits alimentaires</i>	<i>26,5%</i>	<i>23,1%</i>	<i>23,0%</i>	<i>24,3%</i>	<i>23,4%</i>
Riz semi-blanchi	209 506	281 481	227 521	268 137	349 274
part dans les importations	5,5%	7,8%	5,2%	7,5%	6,3%
<i>part dans les produits alimentaires</i>	<i>31,8%</i>	<i>38,5%</i>	<i>30,9%</i>	<i>34,3%</i>	<i>34,6%</i>
Blé tendre	47 535	60 955	72 924	87 480	111 386
part dans les importations	1,3%	1,7%	1,7%	2,4%	2,0%
<i>part dans les produits alimentaires</i>	<i>7,2%</i>	<i>8,3%</i>	<i>9,9%</i>	<i>11,2%</i>	<i>11,0%</i>
Autres biens de consommation	901 017	958 952	1 262 510	1 127 169	1 465 523
part dans les importations	23,7%	26,7%	28,6%	31,3%	26,6%
Produits pétroliers	171 528	241 900	549 582	448 150	557 667
part dans les importations	4,5%	6,7%	12,5%	12,5%	10,1%
<i>part dans les autres biens de consommation</i>	<i>19,0%</i>	<i>25,2%</i>	<i>43,5%</i>	<i>39,8%</i>	<i>38,1%</i>
Prds pharmaceutiques	142 318	139 092	116 787	125 589	148 933
part dans les importations	3,7%	3,9%	2,6%	3,5%	2,7%
<i>part dans les autres biens de consommation</i>	<i>15,8%</i>	<i>14,5%</i>	<i>9,3%</i>	<i>11,1%</i>	<i>10,2%</i>
Plastiques	121 653	133 983	136 149	131 890	166 167
part dans les importations	3,2%	3,7%	3,1%	3,7%	3,0%
<i>part dans les autres biens de consommation</i>	<i>13,5%</i>	<i>14,0%</i>	<i>10,8%</i>	<i>11,7%</i>	<i>11,3%</i>
Biens intermédiaires	1 731 008	1 286 784	1 384 922	1 278 921	2 071 068
part dans les importations	45,6%	35,8%	31,4%	35,6%	37,6%
Pétrole brut	1 194 120	764 816	835 402	825 924	1 404 571
part dans les importations	31,4%	21,3%	18,9%	23,0%	25,5%
<i>part dans les biens intermédiaires</i>	<i>69,0%</i>	<i>59,4%</i>	<i>60,3%</i>	<i>64,6%</i>	<i>67,8%</i>
Produits chimiques	63 199	79 078	73 056	71 108	86 126
part dans les importations	1,7%	2,2%	1,7%	2,0%	1,6%
<i>part dans les biens intermédiaires</i>	<i>3,7%</i>	<i>6,1%</i>	<i>5,3%</i>	<i>5,6%</i>	<i>4,2%</i>
Fer, fonte, acier et ouvrages	155 956	152 795	152 836	102 112	184 108
part dans les importations	4,1%	4,2%	3,5%	2,8%	3,3%
<i>part dans les biens intermédiaires</i>	<i>9,0%</i>	<i>11,9%</i>	<i>11,0%</i>	<i>8,0%</i>	<i>8,9%</i>
Biens d'équipement	506 592	618 821	1 027 436	407 388	959 812
part dans les importations	13,3%	17,2%	23,3%	11,3%	17,4%
Machines mécaniques	214 227	265 002	271 746	180 110	342 843
part dans les importations	5,6%	7,4%	6,2%	5,0%	6,2%
<i>part dans les biens d'équipement</i>	<i>42,3%</i>	<i>42,8%</i>	<i>26,4%</i>	<i>44,2%</i>	<i>35,7%</i>
Matériel de transport routier	82 818	113 520	126 854	89 789	148 421
part dans les importations	2,2%	3,2%	2,9%	2,5%	2,7%
<i>part dans les biens d'équipement</i>	<i>16,3%</i>	<i>18,3%</i>	<i>12,3%</i>	<i>22,0%</i>	<i>15,5%</i>
Total importations CAF, commerce général douanes	3 797 061	3 595 709	4 412 291	3 595 632	5 506 532

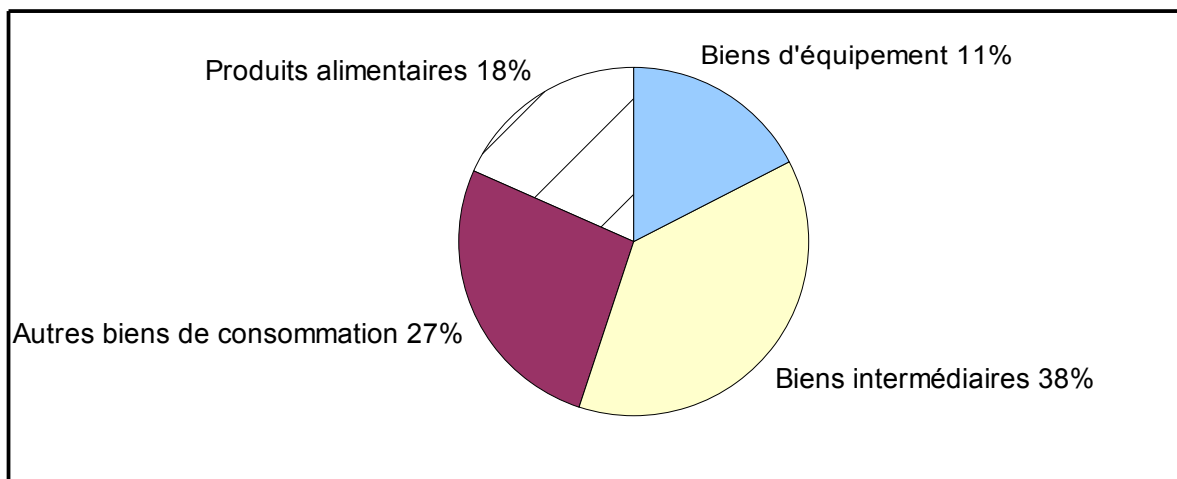
Source : DGD, DCPE, BCEAO

Les principaux produits achetés auprès des fournisseurs non-résidents sont notamment le pétrole brut, les produits pétroliers raffinés, le riz, les machines mécaniques et le poisson. En 2012, ils représentent globalement 52,5% des achats en provenance de l'étranger contre 53,2% en 2011.

S'agissant des importations en provenance de l'UEMOA, telles que saisies au cordon douanier, leur structure est caractérisée, en 2012, par la prédominance des produits pétroliers (34,7% des achats en 2011), du poisson (22,9% des acquisitions), du coton (4,5% des

commandes), du sel alimentaire (4,3% des achats), des matériels de transport routier (4,3% des acquisitions) et des graisses et huiles végétales ou animales (4,1% des commandes). Ces produits représentent globalement 74,9% des importations en provenance des autres pays de l'Union.

Graphique 3 : Parts des principaux groupes de produits importés en 2012



Source : BCEAO

I.1.2.3- Orientation géographique des importations de biens

Sur la base des statistiques douanières, la répartition géographique des importations CAF est caractérisée en 2012 par un recul des parts de marché des pays d'Europe et d'Asie au profit de celles des pays d'Afrique et d'Amérique.

En effet, la part des importations ivoiriennes en provenance des pays de l'Afrique passe de 31,5% en 2011 à 32,1% en 2012. L'Amérique voit sa part de marché ressortir à 12,0% en 2012, après 9,9% en 2011, soit un gain de plus de 2,1 points de pourcentage. Quant aux pays d'Europe, leur part s'est établie à 31,2%, après 31,9% en 2011. S'agissant des pays d'Asie, leur part a chuté à 23,1% en 2012, après 24,2% l'année précédente.

En Europe, le principal fournisseur demeure la *France* (12,5% du total des importations et 40,1% des achats provenant de la zone en 2012, après respectivement 11,0% et 34,5% en 2011).

Il en est de même en Afrique pour le *Nigéria* (23,6% des importations globales et 73,5% des achats issus du continent, après respectivement 20,8% et 66,0% en 2011).

En Asie, la côte d'Ivoire se ravitaille majoritairement auprès de la *Chine* (6,7% du total des importations et 29,2% des achats issus de la zone en 2012, après respectivement 6,1% et 25,4% en 2011). *L'Inde*, avec une part de 3,6% du total des importations et 15,7% des commandes au continent en 2012 contre respectivement 2,4% et 9,8% en 2011, est le second fournisseur asiatique du pays devant la *Thaïlande*.

En Amérique, les achats proviennent principalement des *Etats-Unis* (3,3% du total des importations et 27,0% des achats issus de la zone en 2012, après respectivement 4,0% et 40,0% en 2011).

En prenant en compte les ajustements qui ont été opérés sur les statistiques douanières à partir de la confrontation avec les données fournies par les autres pays de l'UEMOA et de l'estimation du commerce non contrôlé, la ventilation géographique des importations CAF reste caractérisée par le recul des parts de marché des pays d'Europe et d'Asie au profit de celles des pays d'Afrique et d'Amérique.

En effet, la part des importations ivoiriennes en provenance d'Afrique passe de 32,3% en 2011 à 33,1% en 2012. S'agissant des pays d'Amérique, leur part a progressé de 2,1 points de pourcentage pour se situer à 11,9% en 2012, après 9,8% l'année précédente. L'Asie voit sa part de marché chuter à 22,8% en 2012, après 23,9% un an auparavant. Quant aux pays d'Europe, leur part a reculé à 30,8% en 2012, après 31,5% en 2011.

En particulier, les importations de la Côte d'Ivoire en provenance des pays de l'UEMOA ont progressé de 58,4 milliards (+39,4%). En dépit de cette évolution, la part de marché des pays de l'UEMOA s'est détérioré de 0,4 point de pourcentage en se situant à 3,7% des importations totales, après 3,7% en 2011. Par rapport aux importations d'origine africaine, la part de l'UEMOA a également regressé, passant de 12,6% en 2011 à 11,2% en 2012, soit un repli de 1,4 point de pourcentage.

Les principaux fournisseurs de la Côte d'Ivoire au niveau de l'UEMOA sont le Mali dont la part de marché est ressortie à 30,4% en 2012, après 30,3% en 2011, le Togo dont la part est passée de 18,3% en 2011 à 26,6% en 2012 et le Sénégal dont la part de marché est ressortie à 24,0% en 2012, après 24,7% en 2011. Ils sont suivis par le Burkina (10,7%) et le Bénin (6,5%).

Tableau 7 : Importations de la Côte d'Ivoire en provenance de l'UEMOA

(en millions de FCFA)

PAYS PARTENAIRES	2008*		2009*		2010*		2011*		2012*	
	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %
BENIN	21 470	19,1	19 485	19,9	14 379	11,5	16 101	10,9	13 507	6,5
BURKINA	26 284	23,3	15 735	16,1	13 867	11,1	16 752	11,3	22 041	10,7
GUINEE BISSAU	3	0,0	199	0,2	0	0,0	615	0,4	272	0,1
MALI	21 579	19,2	20 152	20,6	22 465	18,0	44 799	30,3	62 654	30,4
NIGER	4 288	3,8	1 555	1,6	5 883	4,7	6 173	4,2	3 316	1,6
SENEGAL	26 239	23,3	26 567	27,1	43 661	34,9	36 512	24,7	49 579	24,0
TOGO	12 727	11,3	14 179	14,5	24 798	19,8	27 044	18,3	54 981	26,6
TOTAL IMPORTATIONS	112 590	100,0	97 872	100,0	125 051	100,0	147 996	100,0	206 350,0	100,0

Sources : DGD, DCPE, BCEAO

* Données ajustées sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale

I.2- Balance des services

Le solde déficitaire des services s'est situé à 993,5 milliards, après 842,0 milliards l'année précédente, soit un creusement de 151,6 milliards, en liaison avec une augmentation des dépenses afférentes aux voyages à l'étranger et au fret.

Tableau 8 : Evolution de la balance des services*(En millions de FCFA)*

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Transport	-571 997	-575 083	-683 230	-614 560	-807 490
Dont fret	-511 852	-513 871	-631 071	-560 627	-709 572
Voyage	-107 833	-90 446	-74 855	-94 054	-97 974
Autres services	-74 177	-91 528	-135 180	-133 355	-88 074
Total services nets	-754 008	-757 058	-893 264	-841 970	-993 537

Source : BCEAO

I.2.1- Exportations de services

Les recettes issues des services fournis aux non-résidents se sont améliorées de 4,8% par rapport à l'année 2011, en s'établissant à 502,7 milliards, après 479,8 milliards.

Ce retournement, observé au niveau des grandes composantes, est à mettre en relation avec l'amélioration de la situation sécuritaire, la confiance retrouvée en la destination Côte d'Ivoire, le redressement de l'activité économique, la reprise des trafics aéroportuaire et maritime, le lancement de la nouvelle compagnie Air Côte d'Ivoire et le relèvement du taux d'occupation des infrastructures hôtelières.

Toutefois, les recettes touristiques perçues des voyageurs en provenance des autres pays de l'UEMOA continuent de chuter. Elles ont enregistré une baisse de 21,1% en ressortant à 18,9 milliards en 2012, après 24,0 milliards en 2011.

Tableau 9 : Exportations de services*(En millions de FCFA)*

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Transport	105 363	113 619	117 023	69 749	72 144
Voyage	51 762	71 336	99 506	85 053	87 761
Autres services	359 832	367 770	368 915	324 951	342 845
Total services nets	516 957	552 725	585 444	479 753	502 749

Source : BCEAO

I.2.2- Importations de services

Comparées à l'année antérieure, les dépenses de consommation de services ont progressé de 13,2% en 2012. Cette hausse provient principalement de la forte augmentation de la composante transport (+28,5%) et, dans une moindre mesure, de l'accroissement des dépenses de voyage (+3,7%).

L'alourdissement des dépenses de transport est le fait de paiements plus élevés au titre du fret (+38,7%), en relation avec la reprise des entrées de navires et du trafic aéroportuaire résultant de l'amélioration de la situation sécuritaire, de la confiance retrouvée en la destination Côte d'Ivoire et du rebond du commerce global de marchandises.

A l'intérieur du poste des voyages, les dépenses effectuées par les résidents lors de leurs séjours dans les autres pays de l'UEMOA se sont établies à 49,3 milliards en 2012, après 44,9 milliards précédemment, soit une majoration de 9,8%.

Tableau 10 : Importations de services

(En millions de FCFA)

Postes	2008	2009	2010	2011	2012
Transport	-677 360	-688 702	-800 253	-684 309	-879 634
dont fret	-533 566	-542 891	-662 825	-560 630	-777 737
Voyage	-159 595	-161 782	-174 360	-179 107	-185 734
Autres services	-434 010	-459 298	-504 096	-458 307	-430 918
Total services importés	-1 270 965	-1 309 782	-1 478 709	-1 321 723	-1 496 286

Source : BCEAO

I.3- Compte de revenu primaire

Le solde déficitaire du compte de revenu primaire est ressorti à 469,9 milliards en 2012, après 466,3 milliards un an plus tôt, soit un creusement de 7,1 milliards induit principalement par les revenus d'investissements.

En particulier les intérêts dus sur la dette publique se sont élevés à 153,4 milliards, soit 27,7% des revenus d'investissements, après 129,7 milliards l'année antérieure ou 23,7% desdits revenus.

Tableau 11 : Evolution du compte de revenu primaire

(En millions de FCFA)

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Rémunérations des salariés	78 522	78 944	80 393	80 747	81 651
Revenus des investissements	-482 467	-521 443	-533 078	-546 820	-553 929
Dont intérêts sur la dette publique	-123 600	-126 500	-128 080	-129 680	-153 350
Autres revenus primaires	0	0	0	-275	2 355
Revenu primaire net	-403 945	-442 499	-452 685	-466 348	-469 922

Source : DGD/DCPE/BCEAO

I.4- Compte de revenu secondaire

Les revenus secondaires se sont soldés par un déficit de 265,8 milliards, après un solde négatif de 251,6 milliards en 2011, soit une dégradation de 14,3 milliards.

Les transferts de l'Administration publique ont enregistré en 2012 un solde négatif plus prononcé que celui de l'année précédente (-22,1 milliards, après -13,9 milliards en 2011). Ce creusement de 8,2 milliards découle de l'augmentation des montants reversés aux instances

sous-régionales au titre des prélèvements communautaires¹ (51,8 milliards en 2012 contre 24,8 milliards en 2011, soit une hausse de 27,8 milliards).

Le solde des transferts des autres secteurs est devenu un peu plus débiteur, ressortant à -248,8 milliards en 2012, après -236,9 milliards en 2011. A l'intérieur de ce poste, les sorties nettes à destination des autres pays de l'UEMOA se sont par contre repliées de 7,1% d'une année à l'autre en ressortant à 81,4 milliards en 2012, après 87,6 milliards en 2011.

Tableau 12 : Evolution du compte de revenu secondaire

(En millions de FCFA)

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Administration publique	112 781	234 153	35 389	-13 862	-22 133
Dont aide budgétaire	144 753	261 753	65 843	11 000	29 678
Autres secteurs	-261 659	-280 773	-252 975	-237 715	-243 696
Dont envois de fonds des travailleurs	-327 821	-281 195	-254 784	-236 939	-248 786
Revenu secondaire net	-148 878	-46 620	-217 586	-251 577	-265 830

Source : BCEAO

¹ prélèvement communautaire de solidarité et prélèvement communautaire de la CEDEAO

II- COMPTE DE CAPITAL

En 2012, le solde positif du compte de capital s'est situé à 4.141,1 milliards, après 73,0 milliards l'année précédente, soit une augmentation de 4.068,1 milliards.

Ce résultat est le fait des transferts de capital, dont le solde positif s'est substantiellement amélioré de 4.141,6 milliards entre 2011 et 2012, en liaison avec l'allègement de la dette de l'Etat dans le cadre de l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTÉ). Ces dernières sont passées de 51,0 milliards en 2011 à 4.090,0 milliards en 2012.

Tableau 13 : Evolution du compte de capital

(En millions de FCFA)

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	1 057	-501	-316	-87	-453
Transferts de capital	38 939	106 707	583 901	73 060	4 141 574
Administration publique	38 800	105 600	583 901	72 861	4 141 564
Dont remises de dettes	0	56 100	542 907	51 000	4 090 034
Autres secteurs	139	1 107	0	199	10
Solde du compte de capital	39 996	106 206	583 585	72 973	4 141 121

Source : BCEAO

II.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits

Les transactions sur actifs incorporels (brevets, licences, droits d'auteur, marques), achetés ou vendus par des résidents à des non-résidents, se sont soldées par un déficit de 453 millions, après un solde négatif de 87 millions l'année précédente, soit un creusement de 366 millions.

II.2- Transferts de capital

Le solde positif des transferts de capital s'est affiché à 4.141,6 milliards, après 73,1 milliards l'année précédente, déterminé essentiellement par celui de l'Administration publique. Ce gain de 4.068,5 milliards est consécutif aux annulations de dettes dont la Côte d'Ivoire a bénéficié à la faveur de l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTÉ.

III- COMPTE FINANCIER

Présenté selon l'optique BCEAO, ce compte affiche un solde positif de 4.202,1 milliards en 2012, après 879,7 milliards en 2011, suite à la diminution des passifs de l'administration publique résultant de l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE.

Tableau 14 : Evolution du compte financier (optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Investissements directs	-199 787	-182 543	-155 551	-135 098	-161 313
Investissements de portefeuille	-21 485	14 356	-230 003	-49 582	-72 649
Dérivés financiers	2 779	3 557	3 632	0	0
Autres investissements	454 214	888 890	948 622	1 064 411	4 436 098
Solde du compte du compte financier	235 720	724 261	566 700	879 731	4 202 136

Source : BCEAO

III.1- Investissements directs étrangers

Les flux d'investissements directs se sont soldés par une entrée nette de capitaux de 161,3 milliards en 2012, après 135,0 milliards en 2011, soit une hausse de 19,4%, en liaison avec l'implantation de nouvelles usines et le renouvellement de certains outils de production détruits en 2011 pendant la crise. Les acquisitions nettes d'actifs financiers relevant des investissements directs sont ressortis à 7,3 milliards contre 168,6 milliards d'accroissement net des passifs relevant de cette même catégorie.

- **Acquisitions nettes d'actifs financiers**

En effet, les résidents ivoiriens ont réalisé un montant net de 7,3 milliards d'investissements directs à l'étranger en 2012, après 7,2 milliards l'année précédente. Ce montant net de 7,3 milliards résulte d'investissements nouveaux à hauteur de 14,5 milliards et de désinvestissements à concurrence de 7,2 milliards.

De manière détaillée, la majeure partie des nouveaux investissements (14,5 milliards) tient aux prêts accordés aux entreprises d'investissement direct (11,2 milliards) et dans une moindre mesure aux réinvestissements de bénéfices (2,3 milliards) et aux transactions sur les actions (1,0 milliard). Quant aux désinvestissements (7,2 milliards), ils correspondent à des transactions entre entreprises du même groupe, notamment des recouvrements de créances d'entreprises ivoiriennes auprès d'entreprises sœurs débitrices.

- **Accroissement net des passifs financiers**

Le montant net des investissements entrants s'est établi à 168,6 milliards. Ce montant net de 168,6 milliards résulte d'investissements nouveaux à hauteur de 222,3 milliards et de désinvestissements à concurrence de 53,7 milliards.

Ce montant net (168,6 milliards) d'entrées de ressources est le fait de placements sous forme d'actions à hauteur de 79,0 milliards et financements sous forme d'instruments de dettes à concurrence de 89,6 milliards. Les principaux secteurs d'activités, bénéficiaires nets, de ces

entrées de fonds sont l'industrie manufacturière (57,0% des ressources reçues) et l'exploitation minière (42,0% des entrées de capitaux).

De manière détaillée, les nouveaux investissements (222,3 milliards) reçus par les entreprises ivoiriennes relèvent aussi bien de prises de participations sous forme d'actions (99,5 milliards) que de dettes envers leurs maisons mères (122,8 milliards). Les principaux secteurs d'activités bénéficiaires sont l'industrie manufacturière (110,5 milliards ou 49,7% des fonds), l'exploitation minière (70,8 milliards ou 31,8% des capitaux), et le commerce de gros et de détail (39,3 milliards ou 17,7% des ressources).

Les principaux pourvoyeurs des fonds sont :

- l'Inde, avec 74,9 milliards (33,7% des ressources) investis essentiellement dans l'industrie manufacturière ;
- l'Afrique du Sud, avec 70,8 milliards (ou 31,8% des ressources) entièrement investis dans le secteur minier ;
- la Belgique, avec 24,0 milliards (ou 10,8% des ressources) investis essentiellement dans l'industrie manufacturière ;
- la France, avec 21,5 milliards (9,7% des ressources) investis dans le commerce (8,0%) et dans l'industrie manufacturière (1,6%) ;
- le Panama, avec 14,6 milliards (6,6% des ressources) investis dans le commerce (5,5%) et dans l'industrie manufacturière (1,0%) ;
- la Suisse, avec 5,2 milliards (2,3% des ressources) investis dans le commerce (1,3%) et dans l'industrie manufacturière (1,0%) ;

Ces pays totalisent 94,9% des entrées de fonds relevant des investissements directs.

En ce qui concerne les désinvestissements (53,7 milliards), ils relèvent aussi bien de cessions, par les non-résidents, de certaines participations détenues dans les entreprises ivoiriennes (20,5 milliards), que de remboursements de dettes intragroupe des filiales ivoiriennes à leurs maisons mères ou à d'autres sociétés du groupe (33,1 milliards).

Les principaux secteurs d'activités ayant subi ces désinvestissements sont le commerce de gros et de détail (39,2 milliards ou 73,1% des retraits de capitaux) et l'industrie manufacturière (14,4 milliards ou 26,8% des retraits de capitaux).

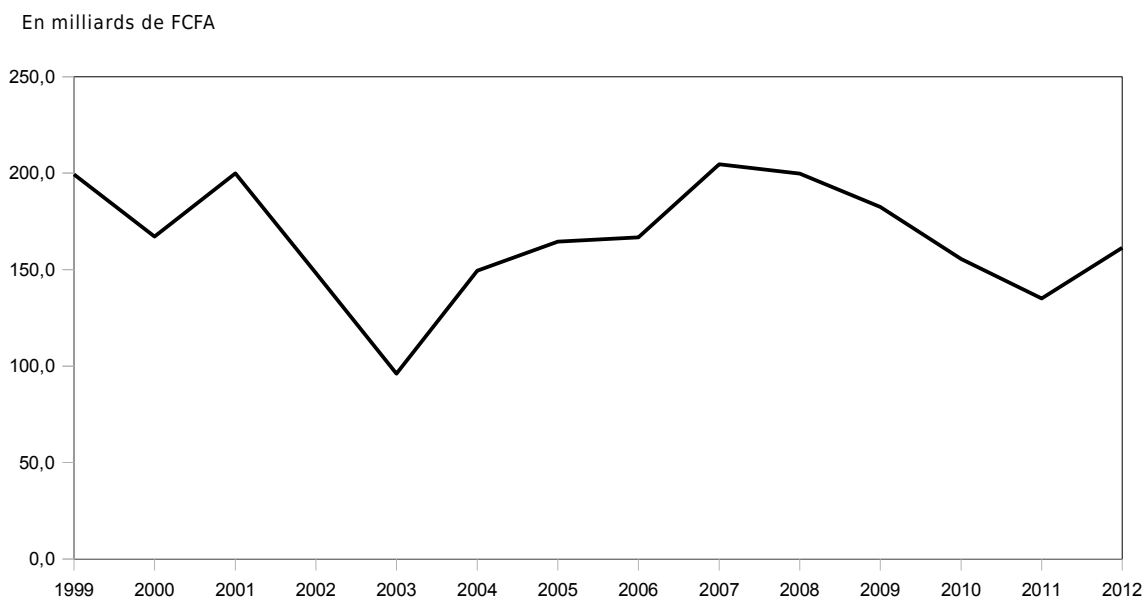
Ces retraits de capitaux sont le fait d'investisseurs établis au Bahamas (16,5 milliards ou 30,7% des fonds désinvestis), en France (12,3 milliards ou 22,8% des capitaux désinvestis), en île Maurice (5,3 milliards ou 9,9% des capitaux retirés), au Danemark (1,6 milliard ou 3,1% des retraits de fonds), et d'investisseurs d'horizons divers (18 milliards ou 33,5% des ressources désinvesties).

Tableau 15 : Structure des IDE entrants en 2012

	Nouveaux investissements	Désinvestissements	Solde
Titres de participations	99 510	-20 546	78 964
Titres de dettes	122 755	-33 105	89 650
Total	222 265	-53 651	168 614

Source : BCEAO

Graphique 4 : Evolution des flux nets d'IDE



Source : BCEAO

III.2- Investissements de portefeuille

En 2012, les investissements de portefeuille se sont soldés par un accroissement net des passifs financiers de 72,6 milliards, après une augmentation nette des engagements financiers de 49,6 milliards l'année précédente. Cette progression est impulsée à la fois par les prises de participations (14,5 milliards) dans le capital des sociétés non financières et par les transactions sur les titres de créance émis par le Trésor public (60,4 milliards).

En particulier, les transactions sur les bons du Trésor public se sont soldées par un accroissement net des engagements financiers de 0,2 milliard contre une baisse nette de 196,7 milliards en 2011. Les nouvelles souscriptions se sont établies à 41,6 milliards, après 1.608,4 milliards en 2011, soit une baisse de 1.566,8 milliards (-97,4%). Aucun amortissement y relatif n'a été enregistré en 2012 contrairement à l'année 2011 où il a été de 1.846,5 milliards. Quant aux arriérés sur les bons du trésors, ils ont été réduits de 41,4 milliards.

Pour ce qui est des transactions sur les titres longs, notamment les obligations du Trésor public et les emprunts obligataires, elles se sont soldées par une augmentation nette des passifs financiers de 60,2 milliards, après un accroissement de 246,6 milliards un an plus tôt. Les nouvelles souscriptions se sont établies à 76,3 milliards, après 262,8 milliards en 2011, soit une baisse de 186,5 milliards (71,0%). Concernant les amortissements, ils ont été de 16,1 milliards, après 16,2 milliards en 2011.

III.3- Dérivés financiers

Aucune transaction de cette catégorie n'a été enregistrée en 2012.

III.4- Autres investissements

Les flux au titre des autres investissements se sont soldés par un solde positif de 4.436,1 milliards, après 1.064,4 milliards en 2011.

Les acquisitions nettes d'actifs au titre des numéraires et dépôts se sont établies à 377,4 milliards, après 285,4 milliards un an plus tôt, sous l'impulsion principalement des dépôts des autres secteurs et des établissements de dépôts autres que la Banque Centrale.

Les prêts sont caractérisés, en 2012, par un solde positif de 3.870,6 milliards résultant d'une acquisition nette d'actifs financiers de 84,6 milliards et d'une diminution nette des passifs financiers de 3.786,0 milliards. Ce fort dépérissement des passifs financiers est le produit des annulations de dettes obtenues par l'Administration publique au titre de l'initiative PPTE.

En particulier les flux de passifs financiers concernant la Banque Centrale et l'Administration publique ont évolué comme suit :

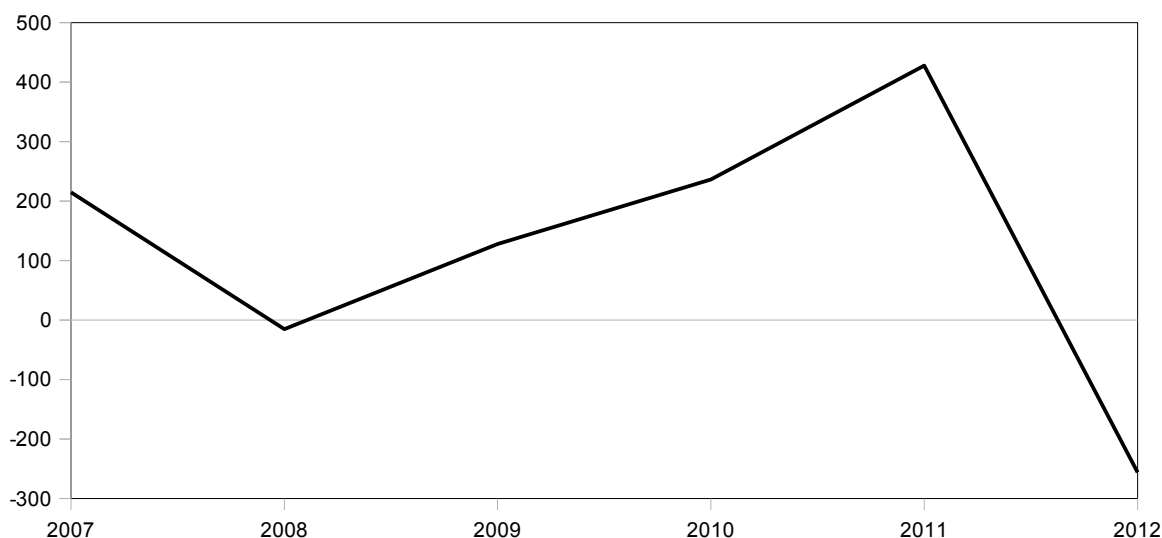
- la Banque Centrale : 87,9 milliards d'augmentation nette des dettes au titre des *crédits et prêts du FMI autres que réserves* en 2012 après 114,8 milliards en 2011 ;
- l'Administration publique : 195,8 milliards de réduction nette des passifs financiers relatifs aux autres prêts à court terme en 2012 contre 47,1 milliards d'accroissement net desdits passifs en 2011 d'une part et, d'autre part, 3.769,2 milliards de réduction nette des dettes à long terme contre 367,9 milliards d'augmentation nette des mêmes passifs un an avant.

IV- CAPITAUX MONETAIRES

En 2012, présentée selon l'optique analytique de la BCEAO, l'évolution des transactions économiques s'est traduite par une baisse de 256,0 milliards des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après une hausse de 427,5 milliards en 2011.

Graphique 5 : Evolution des avoirs extérieurs nets

En milliards de FCFA



Source : BCEAO

IV.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont affichés à 1.296,6 milliards en 2012, après 1.644,1 milliards l'année d'avant, soit une chute de 347,5 milliards.

Les avoirs extérieurs bruts ont chuté de 256,9 milliards sous l'effet de toutes ses principales composantes, notamment la position de réserve (-21,9 milliards), les droits de tirages spéciaux (-3,7 milliards) et les autres créances (-231,2 milliards).

Quant aux engagements extérieurs bruts, ils ont augmenté de 90,6 milliards. Cette évolution reflète principalement l'accroissement des recours aux crédits du FMI (+80,9 milliards) et la progression des engagements envers les banques et institutions étrangères (+14,9 milliards). En revanche, la baisse des autres engagements (-5,3 milliards) a contribué à atténuer la hausse des engagements extérieurs bruts.

IV.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

La position extérieure des banques est ressortie créditrice à 260,4 milliards, après 168,9 milliards en 2011, soit une amélioration de 91,5 milliards.

IV.3- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

Au titre de l'année 2012, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont baissé de 256,0 milliards, après une augmentation de 427,5 milliards en 2011. Cette évolution est imputable à la baisse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale.

V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

Au 31 décembre 2012, l'ensemble des avoirs de la Côte d'Ivoire s'est élevé à 9.111,3 milliards et les engagements à 7.989,8 milliards. Ainsi, la position extérieure globale a enregistré un solde positif de 1.121,5 milliards, après un solde négatif de 2.824,4 milliards en 2011.

Les principales composantes des avoirs sont :

- les autres investissements d'un montant de 6.786,5 milliards dont 3.009,6 milliards au titre de la monnaie fiduciaire et des dépôts (avoirs en monnaies étrangères et avoirs en compte à l'étranger) et 2.468,1 milliards au titre des crédits commerciaux ;
- les réserves officielles de change (avoirs extérieurs bruts de la BCEAO), qui se situent à 1.951,5 milliards, après 2.208,4 milliards un an plus tôt.

Les engagements ont pour principale composante les investissements directs et les emprunts dont les stocks s'établissent respectivement à 3.397,2 milliards, après 3.228,6 milliards en 2011 et 2.903,6 milliards, après 6.696,6 milliards en 2011.

CONCLUSION

Le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de 263,5 milliards de FCFA, après un solde global positif de 428,7 milliards un an plus tôt.

Les transactions courantes ont enregistré un déficit de 163,7 pour l'année 2012, après 1.256,5 milliards en 2011, induit essentiellement par la baisse prononcée du solde de la balance commerciale et le creusement notable du déficit du solde des services.

Le compte de capital a enregistré un solde positif de 4.141,1 milliards, après 73,0 milliards l'année précédente, en raison des fortes annulations de dettes obtenues dans le cadre de l'initiative PPTE.

Le compte financier a affiché un solde positif de 4.202,1 milliards en 2012, après 879,7 milliards en 2011 sous l'effet des diminutions nettes de passifs au titre des autres investissements, notamment les dettes de l'Etat.

La mise en œuvre de mesures susceptibles d'attirer davantage d'investissements directs étrangers, de dynamiser le tourisme et d'améliorer les déficits structurels des services, des revenus primaires et secondaires permettrait d'enregistrer de meilleurs résultats et contribuerait à réduire la vulnérabilité des comptes extérieurs.

Appendice concernant quelques traitements et ajustements opérés sur les données du commerce général douane

a) Ajustement de champ couvert

Il vise à corriger certaines distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (ex : déduction des importations des Ambassades).

Par ailleurs, il est procédé sous cette rubrique à l'estimation du commerce frontalier ainsi qu'à la prise en compte du commerce frauduleux. Ces traitements sont retracés ci-après :

Point des principaux ajustements de champ pour l'évaluation des marchandises générales	
Transactions sur marchandises	Observations
Biens achetés dans les ports et les aéroports par les transporteurs	A inclure
Biens qui pénètrent dans le territoire économique ou le quittent en dehors du circuit formel (avec transfert de propriété)	A inclure
Biens perdus ou détruits après transferts de propriété mais avant de franchir la frontière	A inclure
Biens acquis auprès d'autres économies pour être transformés à l'étranger	A inclure
Biens vendus à l'étranger après avoir été transformés dans d'autres économies	A inclure
Biens dans les entrepôts de douane ou autres zones (avec transfert de propriété)	A inclure
Effets personnels des migrants	A déduire
Biens expédiés aux ambassades, bases militaires, etc. par les autorités du pays d'origine ou vice versa	A déduire
Biens importés pour des projets de construction par des entreprises non résidentes	A déduire
Biens destinés à être réparés ou entreposés sans transferts de propriété	A déduire
Biens expédiés à l'étranger pour transformation ou retournés après avoir été transformés sans transfert de propriété	A déduire
Biens retournés (cas d'annulation du transfert de propriété)	A déduire
Echantillons sans valeur commerciale (pratiques courantes chez les sociétés minières, notamment en phase d'exploration)	A déduire
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	A déduire
Or non monétaire	A déduire

b) Ajustement de valeur

Au niveau du commerce général, les importations sont en valeur CAF. L'ajustement de valeur opéré ici consiste à scinder le montant des importations CAF en deux parties distinctes : d'une part le montant FOB payé pour les marchandises proprement dites et d'autre part le montant supporté au titre de l'assurance et du transport desdites marchandises. Le montant des importations FOB est imputé dans le compte des biens tandis que les charges d'assurance et de fret sont reversées dans les services.

ANNEXES

Annexe 1.1 : Balance des Paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes

Annexe 1.5 : Compte de biens et services

Annexe 1.6 : Compte de biens

Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services

Annexe 1.14 : Evolution du compte du revenu primaire

Annexe 1.15 : Evolution du compte du revenu secondaire

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital

Annexe 1.17 : Evolution du compte du compte financier

Annexe 1.19 : Variation de la position extérieure globale nette

Annexe 2.1 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque centrale

Annexe 2.2 : Evolution des avoirs et engagements des banques

Annexe 2.3 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires

Annexe 2.4 : Composition des exportations

Annexe 2.5 : Composition des importations

Annexe 2.6 : Exportations de services

Annexe 2.7 : Importations de services

Annexe 2.8 : Exportations de marchandises par principaux produits

Annexe 2.9 : Importations de marchandises par principaux produits

Annexe 2.10 : Exportations à destination des autres pays de l'UEMOA

Annexe 2.11 : Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA

Annexe 2.12 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2011 à partir des statistiques officielles

Annexe 2.13 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2011

Annexe 2.14 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2011

Annexe 2.15 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2010

Annexe 2.16 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2011

Annexe 2.17 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2010

Annexe 2.18 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2011

Annexe 2.19 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2010

Annexe 2.20 : Balance des paiements en termes de transactions optique FMI

Annexe 2.21 : Position extérieure globale détaillée

Annexe 1.1 : Balance des Paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	6 954 847	7 118 498	-163 651
1.A	Biens et services	6 692 911	6 120 809	572 101
1.A.a	Biens	6 190 161	4 624 523	1 565 638
1.A.a.1	Marchandises générales	5 858 453	4 623 713	1 234 740
1.A.a.1.1	Dont : Réexportations	217	0	217
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	4 813	810	4 003
1.A.a.3	Or non monétaire	326 896	0	326 895
1.A.b	Services	502 749	1 496 286	-993 537
1.A.b.3	Transport	72 144	879 634	-807 490
1.A.b.3.0.2	Dont : Fret	68 165	777 737	-709 572
1.A.b.4	Voyage	87 761	185 734	-97 974
1.A.b.0	Autres services	342 845	430 918	-88 074
1.B	Revenus primaires	106 047	575 969	-469 922
1.B.1	Revenus des salariés	91 853	10 202	81 651
1.B.2	Revenus des investissements	11 796	565 724	-553 929
1.B.3	Autres revenus primaires	2 398	43	2 355
1.C	Revenus secondaires	155 890	421 719	-265 830
1.C.1	Administrations publiques	29 678	51 811	-22 133
1.C.1.4	Aides budgétaires	29 678	51 800	-22 122
1.C.2	Autres secteurs	126 212	369 908	-243 696
1.C.2.1.1	Dont : Envois de fonds des travailleurs	95 565	344 351	-248 786
2	Compte de capital	4 314 371	453	4 313 918
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0	453	-453
2.2	Transfert en capital	4 314 371	0	4 314 371
2.2.1	Administrations publiques	4 314 362	0	4 314 362
2.2.1.1	Remises de dettes	4 262 832	0	4 262 832
2.2.2	Autres secteurs	10	0	10
3	Compte financier	640 015	-3 471 190	4 111 205
3.1	Investissements directs	7 301	168 614	-161 313
3.2	Investissements de portefeuille	3 704	76 353	-72 649
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	882 215	-3 716 158	4 598 373
3.5	Avoirs de réserves	-253 206	0	-253 206
6	Erreurs et omissions nettes	-10 629 204	-10 590 141	-39 063

Source : DGD/DCPE/BCEAO

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	6 954 847	7 118 498	-163 651
1.A	Biens et services	6 692 911	6 120 809	572 101
1.A.a	Biens	6 190 161	4 624 523	1 565 638
1.A.a.1	Marchandises générales	5 858 453	4 623 713	1 234 740
1.A.a.1.1	Dont : Réexportations	217	0	217
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	4 813	810	4 003
1.A.a.3	Or non monétaire	326 896	0	326 895
1.A.b	Services	502 749	1 496 286	-993 537
1.A.b.3	Transport	72 144	879 634	-807 490
1.A.b.3.0.2	Dont : Fret	68 165	777 737	-709 572
1.A.b.4	Voyage	87 761	185 734	-97 974
1.A.b.0	Autres services	342 845	430 918	-88 074
1.B	Revenus primaires	106 047	575 969	-469 922
1.B.1	Revenus des salariés	91 853	10 202	81 651
1.B.2	Revenus des investissements	11 796	565 724	-553 929
1.B.3	Autres revenus primaires	2 398	43	2 355
1.C	Revenus secondaires	155 890	421 719	-265 830
1.C.1	Administrations publiques	29 678	51 811	-22 133
1.C.1.4	Aides budgétaires	29 678	51 800	-22 122
1.C.2	Autres secteurs	126 212	369 908	-243 696
1.C.2.1.1	Dont : Envois de fonds des travailleurs	95 565	344 351	-248 786
2	Compte de capital	4 314 371	453	4 313 918
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0	453	-453
2.2	Transfert en capital	4 314 371	0	4 314 371
2.2.1	Administrations publiques	4 314 362	0	4 314 362
	Remises de dettes	4 262 832	0	4 262 832
2.2.2	Autres secteurs	10	0	10
3	Compte financier	674 415	-3 700 519	4 374 934
3.1	Investissements directs	7 301	168 614	-161 313
3.2	Investissements de portefeuille	3 704	76 353	-72 649
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	663 409	-3 945 486	4 608 896
3.4.0.3	Administration publique	8 296	-4 137 792	4 146 088
3.4.0.4	Autres secteurs	655 113	192 305	462 808
6	Erreurs et omissions nettes	-10 629 204	-10 590 141	-39 063
7	Solde global	-34 400	229 099	-263 500
8	Avoirs et engagements extérieurs	34 400	-229 099	263 500
8.1	Banque centrale	253 206	-101 776	354 983
8.2	Autres institutions de dépôts	-218 806	-127 323	-91 483

Source : DGD/DCPE/BCEAO

Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(En millions de FCFA)

	Poste	2008	2009	2010	2011	2012
1	Compte des transactions courantes	201 910	763 803	230 156	1 256 449	-163 651
1.A	Biens et services	754 733	1 252 922	900 426	1 974 373	572 101
1.A.a	Biens	1 508 741	2 009 980	1 793 690	2 816 344	1 565 638
1.A.a.1	Marchandises générales	1 483 395	1 910 678	1 702 952	2 548 306	1 234 740
1.A.a.1.1	Dont : Réexportations	0	0	0	647	217
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	-103	-22	481	-3 432	4 003
1.A.a.3	Or non monétaire	25 449	99 323	90 257	271 470	326 895
1.A.b	Services	-754 008	-757 058	-893 264	-841 970	-993 537
1.A.b.3	Transport	-571 997	-575 083	-683 230	-614 560	-807 490
1.A.b.3.0.2	Dont : Fret	-511 852	-513 871	-631 071	-560 627	-709 572
1.A.b.4	Voyage	-107 833	-90 446	-74 855	-94 054	-97 974
1.A.b.0	Autres services	-74 177	-91 528	-135 180	-133 355	-88 074
1.B	Revenus primaires	-403 945	-442 499	-452 685	-466 348	-469 922
1.B.1	Revenus des salariés	78 522	78 944	80 393	80 747	81 651
1.B.2	Revenus des investissements	-482 467	-521 443	-533 078	-546 820	-553 929
1.B.3	Autres revenus primaires	0	0	0	-275	2 355
1.C	Revenus secondaires	-148 878	-46 620	-217 586	-251 577	-265 830
1.C.1	Administrations publiques	112 781	234 153	35 389	-13 862	-22 133
1.C.1.4	Dont Aides budgétaires	144 753	261 753	65 546	-13 837	-22 122
1.C.2	Autres secteurs	-261 659	-280 773	-252 975	-237 715	-243 696
1.C.2.1.1	Dont : Envois de fonds des travailleurs	-327 821	-281 195	-254 784	-236 939	-248 786
2	Compte de capital	39 996	106 206	583 585	72 973	4 313 918
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. Non prod.	1 057	-501	-316	-87	-453
2.2	Transfert en capital	38 939	106 707	583 901	73 060	4 314 371
2.2.1	Administratons publiques	38 800	105 600	583 901	72 861	4 314 362
	Remises de dettes	0	56 100	542 907	51 000	4 262 832
2.2.2	Autres secteurs	139	1 107	0	199	10
3	Compte financier	235 720	724 261	566 700	879 731	4 374 934
3.1	Investissements directs	-199 787	-182 543	-155 551	-135 098	-161 313
3.2	Investissements de portefeuille	-21 485	14 356	-230 003	-49 582	-72 649
3.3	Dérivés financiers	2 779	3 557	3 632	0	0
3.4	Autres investissements	454 214	888 890	948 622	1 064 411	4 608 896
3.4.0.3	Administration publique	173 600	155 200	446 077	-413 732	4 146 088
3.4.0.4	Autres secteurs	280 614	733 690	502 544	1 478 143	462 808
6	Erreurs et omissions nettes	-19 647	-17 457	-12 334	-21 034	-39 063
7	Solde global	-13 462	128 291	234 706	428 657	-263 500
8	Avoirs et engagements extérieurs	13 462	-128 291	-234 706	-428 657	263 500
8.1	Banque centrale	39 925	-145 715	-282 447	-299 438	354 983
8.2	Autres institutions de dépôts	-26 463	17 424	47 741	-129 219	-91 483

Source : DGD/DCPE/BCEAO

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes

(En millions de FCFA)

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Biens et services	754 733	1 252 922	900 426	1 974 373	572 101
Biens	1 508 741	2 009 980	1 793 690	2 816 344	1 565 638
Services	-754 008	-757 058	-893 264	-841 970	-993 537
Revenus primaires	-403 945	-442 499	-452 685	-466 348	-469 922
Revenus secondaires	-148 878	-46 620	-217 586	-251 577	-265 830
Solde du compte courant	201 910	763 803	230 156	1 256 449	-163 651
Solde du compte courant (hors dons)	57 157	502 050	164 313	1 245 449	-193 329
PIB Nominal	10 848 040	11 463 500	12 324 723	12 332 734	13 695 000
Solde courant (en pourcentage du PIB)	1,9%	6,7%	1,9%	10,2%	-1,2%

Source : DGD/DCPE/BCEAO

Annexe 1.5 : Compte de biens et services

(En millions de FCFA)

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Exportations de biens et services	5 111 172	5 829 700	6 240 333	6 445 868	6 692 911
Importations de biens et services	4 356 439	4 576 778	5 339 907	4 471 495	6 120 809
Balance commerciale de biens et services	754 733	1 252 922	900 426	1 974 373	572 101
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	117,3%	127,4%	116,9%	144,2%	109,3%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	43,6%	45,4%	47,0%	44,3%	46,8%

Source : DGD/DCPE/BCEAO

Annexe 1.6 : Compte de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Exportations de biens	4 594 215	5 276 975	5 654 889	5 966 115	6 190 161
Importations de biens	3 085 474	3 266 995	3 861 199	3 149 772	4 624 523
Balance commerciale de biens	1 508 741	2 009 980	1 793 690	2 816 344	1 565 638
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	117,3%	127,4%	116,9%	144,2%	109,3%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	43,6%	45,4%	47,0%	44,3%	46,8%

Source : DGD/DCPE/BCEAO

Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Marchandises générales	4 565 302	5 174 056	5 560 479	5 694 025	5 858 453
Dont réexportations	0	0	0	647	217
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	3 464	3 596	4 153	620	4 813
Or non monétaire	25 449	99 323	90 257	271 470	326 896
Total exportations de biens	4 594 215	5 276 975	5 654 889	5 966 115	6 190 161

Source : DGD/DCPE/BCEAO

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Cacao	1 263 234	1 753 640	1 884 267	1 969 364	1 722 146
<i>dont cacao en fèves</i>	789 266	1 221 628	1 227 205	1 428 858	1 185 542
<i>dont cacao transformé</i>	473 967	532 012	657 062	540 506	536 605
Produits pétroliers	1 635 858	1 559 388	1 608 457	1 740 376	2 003 732
<i>dont pétrole brut</i>	685 957	537 990	537 328	618 452	640 233
<i>dont produits pétroliers</i>	949 900	1 021 398	1 071 129	1 121 924	1 363 499
Caoutchouc	226 105	260 041	337 560	538 983	412 802
Or non monétaire	25 449	99 323	90 257	271 470	326 896
Divers	1 443 570	1 604 582	1 734 347	1 445 922	1 724 586
Total exportations de biens	4 594 215	5 276 975	5 654 889	5 966 115	6 190 161

Source : DGD/DCPE/BCEAO

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
EUROPE	2 194 380	2 553 681	2 356 527	2 223 732	2 316 762
UNION EUROPEENNE	2 103 188	2 386 536	2 198 403	2 061 793	2 058 379
ZONE EURO	1 976 765	2 263 457	2 054 743	1 995 355	1 914 449
France	610 380	523 020	378 059	357 764	307 813
Allemagne	312 516	347 972	257 312	388 894	418 369
Italie	171 205	201 186	180 518	166 414	151 267
Pays-Bas	495 108	673 346	724 197	631 538	490 321
Belgique	87 387	112 477	163 286	172 541	221 538
AUTRES PAYS DE L'UE	126 423	123 079	143 661	66 438	143 930
Royaume-Uni	125 134	122 651	137 761	60 172	132 932
AUTRES PAYS D'EUROPE	91 192	167 145	158 124	161 940	258 383
Suisse	34 470	103 747	84 377	78 433	138 101
Russie	1 753	943	2 521	2 827	1 104
AFRIQUE	1 413 972	1 535 246	1 997 493	2 005 323	2 308 196
UEMOA	546 686	504 728	550 450	575 775	756 829
Bénin	47 655	51 623	77 840	64 509	92 892
Burkina	186 999	183 011	210 252	199 451	285 225
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0
Guinée-Bissau	3 776	3 165	1 500	360	332
Mali	146 764	128 109	120 131	115 511	151 533
Niger	25 248	28 306	26 106	22 295	32 544
Sénégal	73 774	72 377	58 828	88 500	111 909
Togo	62 471	38 137	55 792	85 149	82 395
CEDEAO (hors UEMOA)	601 181	759 002	1 064 004	956 258	1 002 705
Nigeria	281 379	400 738	573 305	634 630	631 249
Ghana	203 065	266 920	388 170	157 432	224 602
CEMAC	112 103	129 920	196 514	107 072	176 299
Cameroun	21 234	52 343	35 399	13 239	68 739
Gabon	6 062	10 249	13 646	7 862	19 811
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	154 002	141 596	186 525	366 217	372 363
Afrique du Sud	17 812	12 293	54 269	286 701	202 059
Maroc	5 732	6 340	6 679	7 244	9 014
Tunisie	9 648	8 734	10 968	5 113	5 911
Algérie	46 482	45 892	45 482	17 339	57 604
Libye	96	1 713	115	33	302
Egypte	1 657	2 363	4 982	1 233	2 153
AMERIQUE	500 958	502 348	722 135	1 031 179	786 320
USA	425 271	373 941	526 584	624 351	449 366
Canada	16 452	68 269	119 585	300 269	235 052
Brésil	40 265	36 632	27 984	61 987	64 547
ASIE	248 306	306 454	393 631	478 195	551 493
Chine	20 444	25 838	39 115	54 973	55 515
Japon	3 638	2 678	2 088	1 417	4 911
Inde	80 240	132 676	150 149	133 033	183 320
Pakistan	3 457	164	1 731	1 694	452
Emirats arabes unis	4 782	1 880	2 802	3 358	5 708
Thaïlande	1 588	794	5 487	4 963	4 377
Autres pays	52 407	181 971	69 931	59 086	78 234
TOTAL	4 410 022	5 079 701	5 539 718	5 797 515	6 041 006

Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Marchandises générales	3 081 907	3 263 378	3 857 527	3 145 720	4 623 713
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Négoce	3 567	3 617	3 672	4 052	810
Total importations de biens	3 085 474	3 266 995	3 861 199	3 149 772	4 624 523
Importations de biens / PIB nominal	28,4%	28,5%	31,3%	25,5%	33,8%
Source : DGD/DCPE/BCEAO		5,88%	18,19%	-18,43%	46,82%
					19,77%
				-18,45%	46,98%

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Produits alimentaires	658 444	731 152	737 424	782 155	1 010 130
Autres biens de consommation courante	729 489	717 053	712 928	679 018	907 856
Produits énergétiques	1 365 648	1 006 715	1 384 984	1 274 074	1 962 237
<i>dont pétrole brut</i>	1 194 120	764 816	835 402	825 924	1 404 571
<i>dont produits pétroliers</i>	171 528	241 900	549 582	448 150	557 667
Matières premières et biens intermédiaires	536 888	521 968	549 520	452 997	666 497
Biens d'équipement	506 592	618 821	1 027 436	407 388	959 812
Produits divers					
Total importations de biens CAF	3 797 061	3 595 709	4 412 291	3 595 632	5 506 532
Total importations de biens FOB	3 085 474	3 266 995	3 861 199	3 149 772	4 624 523

Source : DGD/DCPE/BCEAO

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
EUROPE	1 200 172	1 188 070	1 415 532	1 146 119	1 171 696
UNION EUROPEENNE	1 093 602	1 075 886	1 262 134	1 035 625	1 574 918
ZONE EURO	983 235	996 221	1 142 467	970 653	1 343 478
France	501 854	504 437	490 723	395 351	689 414
Allemagne	106 385	102 932	108 035	86 397	122 872
Italie	73 648	73 450	90 728	98 482	103 248
Pays-Bas	110 327	111 154	164 544	92 539	129 690
Belgique	36 514	51 871	56 975	38 901	83 135
AUTRES PAYS DE L'UE	110 367	79 665	119 667	64 972	231 439
Royaume-Uni	89 349	59 784	70 821	41 771	193 121
AUTRES PAYS D'EUROPE	106 570	112 184	153 398	110 494	142 778
Suisse	23 193	13 895	24 585	22 835	19 092
Russie	23 240	29 384	12 193	20 506	13 057
AFRIQUE	1 354 239	1 006 090	1 369 491	1 132 687	1 768 714
UEMOA	69 829	54 501	61 803	107 409	128 105
Bénin	27 831	11 767	12 949	36 703	9 494
Burkina	2 099	4 195	1 761	1 910	17 010
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0
Guinée-Bissau	0	6	994	724	320
Mali	4 095	3 040	543	180	5 770
Niger	647	929	355	429	1 907
Sénégal	24 977	26 912	42 138	39 484	49 867
Togo	10 180	7 652	3 063	27 980	43 736
CEDEAO (hors UEMOA)	1 101 307	739 368	1 051 124	789 233	1 375 686
Nigeria	1 046 785	688 734	1 022 071	747 611	1 299 527
Ghana	32 802	26 231	11 253	13 892	57 946
CEMAC	25 416	37 302	38 235	36 838	38 366
Cameroun	2 687	17 354	1 531	1 057	1 766
Gabon	365	11 800	8 955	2 819	240
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	157 686	174 920	218 330	199 208	226 558
Afrique du Sud	41 355	47 581	66 931	40 560	64 620
Maroc	38 366	31 139	33 899	29 849	41 629
Tunisie	10 204	17 124	11 448	13 800	17 072
Algérie	221	259	217	5 066	5 261
Libye	34	0	857	11	2 128
Egypte	11 242	19 776	16 171	11 102	17 064
AMERIQUE	367 390	341 368	570 522	357 190	663 280
USA	103 500	123 291	170 286	142 962	179 042
Canada	10 948	8 566	9 446	9 701	15 729
Brésil	38 749	33 302	30 429	41 869	44 981
ASIE	787 938	837 112	943 983	868 904	1 272 033
Chine	255 486	244 955	276 777	220 979	370 908
Japon	94 829	70 796	88 502	65 800	97 661
Inde	61 760	65 180	85 437	85 041	199 681
Pakistan	27 057	20 022	24 941	43 961	14 587
Émirats arabes unis	7 426	9 457	13 770	10 276	17 951
Thaïlande	160 189	168 620	164 520	164 330	149 032
Autres pays	87 322	223 068	112 763	90 732	84 810
TOTAL	3 797 061	3 595 709	4 412 291	3 595 632	5 506 532

Source : DGD/DCPE/BCEAO

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services

(En millions de FCFA)

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Transport	-571 997	-575 083	-683 230	-614 560	-807 490
Dont fret	-511 852	-513 871	-631 071	-560 627	-709 572
Voyage	-107 833	-90 446	-74 855	-94 054	-97 974
Autres services	-74 177	-91 528	-135 180	-133 355	-88 074
Total services nets	-754 008	-757 058	-893 264	-841 970	-993 537

Source : DGD/DCPE/BCEAO

Annexe 1.14 : Evolution du compte du revenu primaire

(En millions de FCFA)

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Rémunérations des salariés	78 522	78 944	80 393	80 747	81 651
Revenus des investissements	-482 467	-521 443	-533 078	-546 820	-553 929
Dont intérêts sur la dette publique	-123 600	-126 500	-128 080	-129 680	-153 350
Autres revenus primaires	0	0	0	-275	2 355
Revenu primaire net	-403 945	-442 499	-452 685	-466 348	-469 922
		9,54%	2,30%	3,02%	0,77%

Source : DGD/DCPE/BCEAO

Annexe 1.15 : Evolution du compte du revenu secondaire

(En millions de FCFA)

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Administration publique	112 781	234 153	35 389	-13 862	-22 133
Dont aide budgétaire	144 753	261 753	65 843	11 000	29 678
Autres secteurs	-261 659	-280 773	-252 975	-237 715	-243 696
Dont envois de fonds des travailleurs	-327 821	-281 195	-254 784	-236 939	-248 786
Revenu secondaire net	-148 878	-46 620	-217 586	-251 577	-265 830

Source : DGD/DCPE/BCEAO

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital

(En millions de FCFA)

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	1 057	-501	-316	-87	-453
Transferts de capital	38 939	106 707	583 901	73 060	4 314 371
Administration publique	38 800	105 600	583 901	72 861	4 314 362
Dont remises de dettes	0	56 100	542 907	51 000	4 262 832
Autres secteurs	139	1 107	0	199	10
Solde du compte de capital	39 996	106 206	583 585	72 973	4 313 918
					4 211 832

Source : DGD/DCPE/BCEAO

Annexe 1.17 : Evolution du compte financier (optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Investissements directs	-199 787	-182 543	-155 551	-135 098	-161 313
Investissements de portefeuille	-21 485	14 356	-230 003	-49 582	-72 649
Dérivés financiers	2 779	3 557	3 632	0	0
Autres investissements	454 214	888 890	948 622	1 064 411	4 608 896
Solde du compte du compte financier	235 720	724 261	566 700	879 731	4 374 934

Source : DGD/DCPE/BCEAO

Annexe 1.18 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
EUROPE					
UNION EUROPEENNE					
ZONE EURO					
France					
Allemagne					
Italie					
Pays-Bas					
Belgique					
AUTRES PAYS DE L'UE					
Royaume-Uni					
AUTRES PAYS D'EUROPE					
Suisse					
Russie					
AFRIQUE					
UEMOA					
Bénin					
Burkina					
Côte d'Ivoire					
Guinée-Bissau					
Mali					
Niger					
Sénégal					
Togo					
CEDEAO (hors UEMOA)					
Nigeria					
Ghana					
CEMAC					
Cameroun					
Gabon					
AUTRES PAYS D'AFRIQUE					
Afrique du Sud					
Maroc					
Tunisie					
Algérie					
Libye					
Egypte					
AMERIQUE					
USA					
Canada					
Brésil					
ASIE					
Chine					
Japon					
Inde					
Pakistan					
Emirats arabes unis					
Thaïlande					
Autres pays					
TOTAL					

Annexe 1.19 : Variation de la position extérieure globale nette
(En millions de FCFA)

	Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
A	Stock d'actifs financiers	8 474 934	-3 690	9 111 259
1	Investissements directs	53 183		60 484
2	Investissements de portefeuille	309 112		312 816
3	Dérivés financiers	0		0
4	Autres investissements	5 904 260	0	6 786 475
4.1	Autres titres de participaton	0		0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	2 571 223		3 009 589
4.3	Prêts	186 921		271 548
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	3 272		2 362
4.5	Crédits commerciaux	2 236 607		2 468 147
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	906 237		1 034 829
5	Avoirs de réserves	2 208 380	-3 690	1 951 484
5.1	Or monétaire			
5.2	Droits de tirage spéciaux	212 382	-3 706	208 637
5.3	Position de réserve au FMI	21 056	16	-891
5.4	Autres avoirs de réserve	1 974 942		1 743 738
B	Stocks de passifs financiers	11 299 332	-11 180	7 816 961
1	Investissements directs	3 228 619		3 397 233
2	Investissements de portefeuille	674 961		751 314
3	Dérivés financiers	0		0
4	Autres investissements	7 395 753	-11 180	3 668 415
4.1	Autres titres de participation	0		0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	155 318		216 298
4.3	Prêts	6 696 577	-6 958	2 730 825
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	0		-1 449
4.5	Crédits commerciaux	124 642		309 922
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	177 253		175 078
4.7	Droits de tirage spéciaux	241 963	-4 223	237 740
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-2 824 397	7 491	1 294 298

Source : DGD/DCPE/BCEAO

Annexe 1.20 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)

(En millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Autres secteurs			Total
					Sous total	Autres sociétés financières	Sociétés non financières	
	Stock d'actifs financiers							
1	Investissements directs							
2	Investissements de portefeuille							
3	Dérivés financiers							
4	Autres investissements							
5	Avoirs de réserves		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	
5.1	Or monétaire		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	
5.2	Droits de tirage spéciaux		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	
5.3	Position de réserve au FMI		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	
5.4	Autres avoirs de réserve		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	
	Stocks de passifs financiers							
1	Investissements directs							
2	Investissements de portefeuille							
3	Dérivés financiers							
4	Autres investissements							
	Positions extérieure globale nette							

Annexe 1.21 : Orientation géographique de la position extérieure globale (fin de période)

(En millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
	Stock d'actifs financiers				
1	Investissements directs				
2	Investissements de portefeuille				
3	Dérivés financiers				
4	Autres investissements				
5	Avoirs de réserves				
5.1	Or monétaire				
5.2	Droits de tirage spéciaux				
5.3	Position de réserve au FMI				
5.4	Autres avoirs de réserve				
	Stocks de passifs financiers				
1	Investissements directs				
2	Investissements de portefeuille				
3	Dérivés financiers				
4	Autres investissements				
	Positions extérieure globale nette				

Annexe 2.1: Evolution des avoirs et engagements de la Banque centrale

	2008	2009	2010	2011	2012
				422584,5	-256896,32
Avoirs	1 078 236,9	1 478 971,1	1 785 795	2 208 380	1 951 484
- Position de réserve	17 013	-7 957	5 905	21 056	-891
- DTS détenus	568	194 661	207 702	212 382	208 637
- Autres créances	1 060 656	1 292 267	1 572 189,3	1 974 942	1 743 738
Engagements*	127 896	396 496	433 926	564 328	654 923
- Recours aux crédits du Fonds	88 771	160 175	188 995,7	310 819	391 757
- Banque et institutions étrangères	2 412	3 112	2 883,3	3 090	18 021
- Autres engagements	36 713	233 208	242 047,1	250 419	245 145
Avoirs extérieurs nets	950 341	1 082 475	1 351 869	1 644 052	1 296 560

Source : BCEAO

* y compris les DTS alloués

Annexe 2.2 : Evolution des avoirs et engagements des banques

	2008	2009	2010	2011	2012
Avoirs	268 859	297 194	329 049	423 931	642 767
- Banques	268 859	297 194	329 049	423 931	642 767
Engagements	197 840	230 473	295 500	255 068	382 391
- Banques	197 840	230 473	295 500	255 068	382 391
Position monétaire extérieure*	71 019	66 721	33 549	168 863	260 376

Source : BCEAO

* Un signe négatif traduit une position extérieure débitrice, un signe positif traduit une position extérieure créditrice

Annexe 2.3 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires

	2008	2009	2010	2011	2012
Variation des avoirs extérieurs nets des banques	28 619	-4 298	-33 172	135 314	91 513
Variation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale	-43 880	132 135	269 394	292 183	-347 492
TOTAL	-15 261	127 837	236 222	427 497	-255 979

Source : BCEAO

Annexe 2.4 : Composition des exportations

Types de produits	2008	2009	2010	2011	2012
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits primaires	2 048 639	2 445 418	2 648 165	3 216 068	3 095 713
part dans les exportations douanières	46,5%	48,1%	47,8%	55,5%	51,2%
Agriculture, Élevage, Pêche	20 295	29 607	15 946	16 054	22 989
part dans les exportations douanières	0,5%	0,6%	0,3%	0,3%	0,4%
part dans les produits primaires	1,0%	1,2%	0,6%	0,5%	0,7%
Agriculture Industrielle et d'Exportation	1 304 156	1 768 986	1 995 860	2 306 862	2 098 292
part dans les exportations douanières	29,6%	34,8%	36,0%	39,8%	34,7%
part dans les produits primaires	63,7%	72,3%	75,4%	71,7%	67,8%
Produits miniers	724 189	646 825	636 359	893 153	974 432
part dans les exportations douanières	16,4%	12,7%	11,5%	15,4%	16,1%
part dans les produits primaires	35,3%	26,5%	24,0%	27,8%	31,5%
Produits transformés	2 361 382	2 634 283	2 891 553	2 581 446	2 945 292
part dans les exportations douanières	53,5%	51,9%	52,2%	44,5%	48,8%
Produits de la première transformation	861 622	881 279	997 388	934 408	984 017
part dans les exportations douanières	19,5%	17,3%	18,0%	16,1%	16,3%
part dans les produits transformés	36,5%	33,5%	34,5%	36,2%	33,4%
Conserves et Préparation Alimentaires	167 868	163 444	156 738	179 137	195 587
part dans les exportations douanières	3,8%	3,2%	2,8%	3,1%	3,2%
part dans les produits transformés	7,1%	6,2%	5,4%	6,9%	6,6%
Produits manufacturés	1 331 892	1 589 561	1 737 427	1 467 901	1 765 688
part dans les exportations douanières	30,2%	31,3%	31,4%	25,3%	29,2%
part dans les produits transformés	56,4%	60,3%	60,1%	56,9%	59,9%
Total exportations commerce général Douanes	4 410 022	5 079 701	5 539 718	5 797 515	6 041 006

Source : DGD, DCPE, BCEAO

Annexe 2.5 : Composition des importations

Types de produits	2008	2009	2010	2011	2012
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits alimentaires	658 444	731 152	737 424	782 155	1 010 130
part dans les importations	17,3%	20,3%	16,7%	21,8%	18,3%
Poissons	174 793	169 138	169 666	189 951	236 300
part dans les importations	4,6%	4,7%	3,8%	5,3%	4,3%
<i>part dans les produits alimentaires</i>	26,5%	23,1%	23,0%	24,3%	23,4%
Riz semi-blanchi	209 506	281 481	227 521	268 137	349 274
part dans les importations	5,5%	7,8%	5,2%	7,5%	6,3%
<i>part dans les produits alimentaires</i>	31,8%	38,5%	30,9%	34,3%	34,6%
Blé tendre	47 535	60 955	72 924	87 480	111 386
part dans les importations	1,3%	1,7%	1,7%	2,4%	2,0%
<i>part dans les produits alimentaires</i>	7,2%	8,3%	9,9%	11,2%	11,0%
Autres biens de consommation	901 017	958 952	1 262 510	1 127 169	1 465 523
part dans les importations	23,7%	26,7%	28,6%	31,3%	26,6%
Produits pétroliers	171 528	241 900	549 582	448 150	557 667
part dans les importations	4,5%	6,7%	12,5%	12,5%	10,1%
<i>part dans les autres biens de consommation</i>	19,0%	25,2%	43,5%	39,8%	38,1%
Prdts pharmaceutiques	142 318	139 092	116 787	125 589	148 933
part dans les importations	3,7%	3,9%	2,6%	3,5%	2,7%
<i>part dans les autres biens de consommation</i>	15,8%	14,5%	9,3%	11,1%	10,2%
Plastiques	121 653	133 983	136 149	131 890	166 167
part dans les importations	3,2%	3,7%	3,1%	3,7%	3,0%
<i>part dans les autres biens de consommation</i>	13,5%	14,0%	10,8%	11,7%	11,3%
Biens intermédiaires	1 731 008	1 286 784	1 384 922	1 278 921	2 071 068
part dans les importations	45,6%	35,8%	31,4%	35,6%	37,6%
Pétrole brut	1 194 120	764 816	835 402	825 924	1 404 571
part dans les importations	31,4%	21,3%	18,9%	23,0%	25,5%
<i>part dans les biens intermédiaires</i>	69,0%	59,4%	60,3%	64,6%	67,8%
Produits chimiques	63 199	79 078	73 056	71 108	86 126
part dans les importations	1,7%	2,2%	1,7%	2,0%	1,6%
<i>part dans les biens intermédiaires</i>	3,7%	6,1%	5,3%	5,6%	4,2%
Fer, fonte, acier et ouvrages	155 956	152 795	152 836	102 112	184 108
part dans les importations	4,1%	4,2%	3,5%	2,8%	3,3%
<i>part dans les biens intermédiaires</i>	9,0%	11,9%	11,0%	8,0%	8,9%
Biens d'équipement	506 592	618 821	1 027 436	407 388	959 812
part dans les importations	13,3%	17,2%	23,3%	11,3%	17,4%
Machines mécaniques	214 227	265 002	271 746	180 110	342 843
part dans les importations	5,6%	7,4%	6,2%	5,0%	6,2%
<i>part dans les biens d'équipement</i>	42,3%	42,8%	26,4%	44,2%	35,7%
Matériel de transport routier	82 818	113 520	126 854	89 789	148 421
part dans les importations	2,2%	3,2%	2,9%	2,5%	2,7%
<i>part dans les biens d'équipement</i>	16,3%	18,3%	12,3%	22,0%	15,5%
Total importations CAF, commerce général douanes	3 797 061	3 595 709	4 412 291	3 595 632	5 506 532

Source : DGD, DCPE, BCEAO

Annexe 2.6 : Exportations de services

(En millions de FCFA)

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Transport	105 363	113 619	117 023	69 749	72 144
Voyage	51 762	71 336	99 506	85 053	87 761
Autres services	359 832	367 770	368 915	324 951	342 845
Total services nets	516 957	552 725	585 444	479 753	502 749

Source : BCEAO

Annexe 2.7 : Importations de services

(En millions de FCFA)

Postes	2008	2009	2010	2011	2012
Transport	-677 360	-688 702	-800 253	-684 309	-879 634
dont fret	-533 566	-542 891	-662 825	-560 630	-777 737
Voyage	-159 595	-161 782	-174 360	-179 107	-185 734
Autres services	-434 010	-459 298	-504 096	-458 307	-430 918
Total services importés	-1 270 965	-1 309 782	-1 478 709	-1 321 723	-1 496 286

Source : BCEAO

Annexe 2.12 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2012 à partir des statistiques officielles
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 469,4	6 434,3	204,7	75 077,3	8 460,7	1 152,4	3 924,5	99 723,3
	Burkina	3 599,2		19 149,0	0,0	27 143,2	7 326,9	3 510,0	3 186,1	63 914,4
	Côte d'Ivoire	94 296,7	290 489,3		332,2	158 101,8	34 088,7	113 493,7	82 597,4	773 399,9
	Guinée-Bissau	0,0		272,4				29,2	3 630,8	3 932,4
	Mali	1 870,9	47 279,0	58 215,8			1 537,0	32 050,0	1 047,8	142 000,5
	Niger		7 050,3	2 415,2	0,0	45 500,6				54 966,1
	Sénégal	11 537,2	33 707,0	48 442,9	37 100,2	227 749,5	8 363,0		15 633,4	382 533,2
	Togo	139 194,4	77 766,0	50 507,5	381,8	16 739,8	60 797,9	3 769,4		349 156,8
	UEMOA	250 498,4	460 761,0	185 437,1	38 018,9	550 312,2	120 574,2	154 004,7	110 020,0	1 869 626,6

Source : BCEAO

Annexe 2.13 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2012
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	4 173,7	7 073,2	112,2	0,0	30 535,8	27 597,6	61 264,6	130 757,1
	Burkina	1 765,9	0,0	2 891,6	13,3	3 174,1	1 731,9	2 236,8	994,4	12 808,0
	Côte d'Ivoire	2 231,7	241,5	0,0	57,3	0,0	1 774,8	1 541,0	0,0	5 846,3
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	7 037,8	0,0	3 566,2	0,0	10 604,0
	Mali	9 591,9	0,0	4 438,3	651,4	0,0	7 410,9	2 931,0	12 768,9	37 792,4
	Niger	22 316,1	96,7	900,9	0,0	0,0	0,0	4 941,6	7 607,6	35 862,9
	Sénégal	0,0	0,0	1 136,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 136,5
	Togo	0,0	0,0	4 473,7	18,6	713,7	0,0	2 075,3	0,0	7 281,3
	UEMOA	35 905,6	4 511,9	20 914,2	852,9	10 925,6	41 453,4	44 889,5	82 635,6	242 088,7

Source : BCEAO

Annexe 2.14 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2012
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		8 643,1	13 507,5	316,9	75 077,3	38 996,5	28 750,0	65 189,1	230 480,4
	Burkina	5 365,1		22 040,6	13,3	30 317,3	9 058,8	5 746,8	4 180,5	76 722,4
	Côte d'Ivoire	96 528,4	290 730,8		389,5	158 101,8	35 863,5	115 034,7	82 597,4	779 246,2
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	272,4		7 037,8	0,0	3 595,4	3 630,8	14 536,4
	Mali	11 462,8	47 279,0	62 654,1	651,4		8 947,9	34 981,0	13 816,7	179 792,9
	Niger	22 316,1	7 147,0	3 316,1	0,0	45 500,6		4 941,6	7 607,6	90 829,0
	Sénégal	11 537,2	33 707,0	49 579,4	37 100,2	227 749,5	8 363,0		15 633,4	383 669,7
	Togo	139 194,4	77 766,0	54 981,3	400,4	17 453,5	60 797,9	5 844,7		356 438,2
	UEMOA	286 404,0	465 272,9	206 351,3	38 871,8	561 237,9	162 027,5	198 894,2	192 655,6	2 111 715,3

Source : BCEAO

Annexe 2.15 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2011
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		18 175,7	16 100,5	1 106,0	102 524,6	38 462,9	29 268,7	67 017,4	272 655,9
	Burkina	5 371,6		16 751,7	185,2	24 342,0	11 881,6	2 840,0	3 725,8	65 097,9
	Côte d'Ivoire	66 040,0	201 847,0		557,3	115 719,9	23 395,7	93 825,2	85 656,1	587 041,2
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	615,2		7 077,0	0,0	18 303,0	0,0	25 995,2
	Mali	21 990,0	43 166,9	44 799,1	9 855,3		6 918,1	43 064,0	8 758,8	178 552,2
	Niger	13 670,7	2 904,0	6 173,1	268,3	5 799,8		4 567,9	8 974,9	42 358,8
	Sénégal	10 397,6	21 957,7	36 512,4	30 648,0	317 130,1	6 044,6		9 801,9	432 492,3
	Togo	116 231,0	60 120,4	27 044,4	595,5	14 444,3	46 996,0	5 928,4		271 360,1
	UEMOA	233 700,8	348 171,8	147 996,4	43 215,7	587 037,8	133 698,9	197 797,4	183 934,9	1 875 553,7

Source : BCEAO

Annexe 2.16 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2012
(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		5 504,4	3 346,6	0,0	871,5	1 475,5	3 005,1	5 384,6	19 587,6
	Burkina	9 380,3		1 155,9	47,6	2 146,3	1 190,8	3 278,3	6 947,7	24 147,0
	Côte d'Ivoire	13 606,3	17 246,3		0,0	3 505,6	455,2	4 795,7	9 717,9	49 327,0
	Guinée-Bissau	0,0	437,2	0,0		1,3	0,0	2 216,2	0,0	2 654,8
	Mali	5 341,5	11 143,8	5 994,1	75,6		5 147,2	5 554,8	2 546,2	35 803,2
	Niger	2 262,2	1 907,5	4 179,8	0,0	962,6		4 097,8	6 738,3	20 148,2
	Sénégal	2 008,5	2 766,8	1 673,8	1 115,9	5 398,2	1 673,8		669,5	15 306,5
	Togo	11 318,1	1 139,1	2 563,2	0,0	930,1	974,5	4 371,0		21 296,1
	UEMOA	43 917,1	40 145,1	18 913,4	1 239,0	13 815,6	10 917,0	27 318,8	32 004,2	188 270,2

Source : BCEAO

Annexe 2.17 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2011
(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		3 563,4	2 110,0	0,0	1 437,5	2 475,1	2 987,0	4 581,4	17 154,4
	Burkina	7 498,0		1 304,7	44,5	3 318,5	1 233,1	3 258,0	6 881,1	23 537,9
	Côte d'Ivoire	15 725,3	11 688,5		0,0	5 208,5	1 448,6	4 658,0	6 186,0	44 914,8
	Guinée-Bissau	0,0	70,3	0,0		821,1	0,0	2 255,0	0,0	3 146,4
	Mali	2 216,8	7 694,8	4 523,9	109,1		2 117,1	5 577,0	1 494,5	23 733,1
	Niger	1 326,0	1 697,4	12 103,6	0,0	1 280,9		4 073,0	4 263,7	24 744,5
	Sénégal	1 996,0	2 079,0	1 664,0	1 109,0	8 315,5	1 664,0		665,0	17 492,5
	Togo	7 400,3	1 267,7	2 265,1	0,0	1 366,5	974,5	4 344,0		17 618,0
	UEMOA	36 162,3	28 061,1	23 971,2	1 262,6	21 748,3	9 912,5	27 152,0	24 071,7	172 341,6

Source : BCEAO

Annexe 2.18 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2012
(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		2 111,5	4 012,8	89,1	4 128,5	2 228,7	3 876,7	3 182,5	19 629,7
	Burkina	2 130,1		12 302,8	51,8	19 332,4	1 564,8	7 810,3	1 936,5	45 128,8
	Côte d'Ivoire	4 164,5	10 681,9		287,0	62 167,7	7 669,9	15 910,7	17 403,1	118 284,8
	Guinée-Bissau	104,9	82,7	155,3		283,5	325,3	2 884,0	104,3	3 940,0
	Mali	1 482,3	4 851,1	6 913,2	183,9		2 236,2	9 926,3	3 164,7	28 757,8
	Niger	1 844,6	1 034,9	6 269,2	727,6	7 680,2		2 209,8	3 601,3	23 367,7
	Sénégal	1 040,7	3 150,2	4 629,7	2 106,3	18 162,5	2 697,4		1 788,2	33 575,0
	Togo	1 333,5	3 138,0	2 578,2	242,0	2 155,8	701,9	3 930,6		16 215,2
	UEMOA	12 100,6	25 050,4	36 861,3	3 687,7	113 910,6	17 424,1	46 548,4	31 180,6	286 763,7

Source : BCEAO

Annexe 2.19 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2011
(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 416,6	4 459,9	19,5	5 681,8	2 209,8	3 958,2	10 067,2	27 812,9
	Burkina	254,8		1 702,2	69,8	18 611,3	1 524,9	3 046,0	3 047,3	28 256,4
	Côte d'Ivoire	3 422,5	20 524,9		193,6	51 430,0	7 214,5	10 452,0	15 592,7	108 830,3
	Guinée-Bissau	125,2	21,0	152,3		351,2	97,6	2 108,2	208,8	3 064,3
	Mali	369,8	1 045,9	7 658,3	206,1		1 367,0	8 001,0	5 634,8	24 282,9
	Niger	1 011,3	1 615,4	1 618,5	430,8	15 893,7		1 577,0	4 220,4	26 367,1
	Sénégal	595,0	1 981,0	2 985,0	1 517,0	19 598,8	1 505,0		2 739,8	30 921,5
	Togo	793,0	3 274,2	2 649,3	78,7	3 292,7	719,0	3 045,2		14 475,5
	UEMOA	6 571,5	29 879,1	21 225,5	2 515,5	114 859,5	14 637,9	32 187,6	41 510,9	263 387,6

Source : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int